



Investir dans les populations rurales

Sénégal

Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: du 07 au 23 novembre 2015

Date du document: 26/11/2015

No. du Projet: 1414

No. du rapport: 3994 -SN

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	4
B. Vue d'ensemble de l'exécution du Projet	4
C. Produits et effets	7
D. État d'avancement de l'exécution du Projet	13
E. Aspects fiduciaires	16
F. Durabilité	22
G. Autres	23
H. Conclusion	24

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du Projet et notes attribuées	4
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	31
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	36
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	43
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	43
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	55
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	57

Sigles et acronymes

AG	Assemblée générale
ANCAR	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
APD	Aide publique au développement
AR	Assemblée des représentants
ARD	Agence régionale de développement
ASC	Association Sportive et Culturelle
AVA	Aviculture villageoise améliorée
B/C	Bénéfices/coûts
BFPA	Bureau de la formation professionnelle agricole
BPA	Bonnes pratiques agricoles
CADL	Cadre d'appui au développement rural
CEF	Conseiller à l'exploitation familiale
CNCR	Conseil national de concertation des ruraux
COMRECC	Comités Régionaux sur les Changements Climatiques
CR	Communauté rurale
DAPSA	Direction de l'analyse, de la politique et des statistiques agricoles
DBRLA	Direction des Bassins de Rétention et Lacs Artificiels
DCEF	Direction de la coopération économique et financière
DGPPE	Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en eau
DIP	Diagnostic institutionnel participatif
ESP	École Supérieure Polytechnique
DRDR	Direction régionale de développement rural
FENPROSE	Fédération nationale des producteurs de sésame
FIARA	Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales
FIDA	Fonds international de développement agricole
FONGS	Fédération des ONG du Sénégal
GEF	Global Environment Fund
IREF	Inspection Régionale des Eaux et Forêts
ISRA	Institut sénégalais de recherche agronomique
MAER	Ministère de l'agriculture et du l'équipement rural
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD)
MEFP	Ministère de l'économie, des finances et du plan
MEPA	Ministère de l'élevage et des productions animales
OFID	Fonds de l'OPEP pour le Développement International
OM	Opérateur de marché
OP	Organisation des producteurs
OPF	Organisation faîtière des producteurs
OP	Opérateur de marché
PAFA	Projet d'appui aux filières agricoles
PAFA-E	Projet d'appui aux filières agricoles – Extension
PARI	Plan d'appui et de renforcement institutionnel
RESOPP	Réseau des organisations de paysannes et pastorales
SAFIR	Service d'appui à la finance rurale
SPAM	Sous-projet d'accès aux marchés
SPDF	Sous-projet de développement des filières
SRADL	Service régional d'appui au développement local
SRDC	Sub-Regional Development Centre
TF	Table filières
UCAD	Université Cheikh Anta Diop
UCP	Unité de coordination du projet

A. Introduction¹

1. Une mission conjointe du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et du Gouvernement du Sénégal s'est déroulée au Sénégal du 07 au 23 novembre 2015 pour la supervision du projet d'appui aux filières agricoles (PAFA). Elle avait pour objectifs : i) d'évaluer la performance globale du projet et son impact ; ii) d'apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable du Projet ; iii) de faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2015, jusqu'au 31 octobre 2015 par composante aussi bien au niveau physique que financier ; iv) d'apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision du Projet ; v) de passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services du Projet, et vi) d'analyser avec l'équipe du Projet et les partenaires impliqués dans la mise en œuvre, les difficultés et les contraintes rencontrées et proposer des solutions appropriées.

2. La mission a rencontré à Dakar les principaux partenaires du projet, notamment le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (Tutelle technique du projet), le Ministère de l'Economie et des Finances (Représentant de l'Emprunteur) et le Ministère de l'Environnement. La mission a visité les régions d'intervention du Projet au cours de laquelle elle a rencontré les autorités administratives, les structures locales décentralisées et les partenaires œuvrant dans le développement agricole et rural.

3. La mission a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de coordination du Projet (UCP) tout au long de son séjour. Avant de quitter le terrain, la mission a présenté ses principales conclusions et recommandations à l'équipe du Projet au cours d'une réunion qui s'est tenue dans les locaux de l'UCP le 21 novembre 2015. Une réunion de restitution s'est tenue à Dakar à la DCEF au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan le 26 novembre 2015. Cette restitution avait pour objet de présenter les principales conclusions de la mission aux différentes parties prenantes à la mise en œuvre du Projet. Le présent Aide-mémoire fait le point des résultats de la mission et intègre les commentaires du Gouvernement, des différents partenaires du Projet ainsi que ceux de l'UCP.

4. La mission exprime ses remerciements aux Autorités Sénégalaises, en particulier le MAER (Cabinet, DAPSA), le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (DCEF), le Ministère de l'Élevage et des Productions Animales (Direction de l'élevage), les Autorités Administratives de Kaolack et de Louga, les membres de l'équipe du Projet et les bénéficiaires des régions visitées pour leur collaboration et leur soutien, qui ont permis le bon déroulement de la mission.

5. Le coût du projet a été estimé à 36.61 millions de dollars US, dont 15.16 millions pour le FIDA (un prêt de 14,89 millions et un don de 0, 267 million), 9.03 millions pour l'OFID, 5 millions pour le GEF, 5.75 millions pour le Gouvernement du Sénégal et 1.68 millions pour les bénéficiaires. Le Prêt, d'une durée de six (6) ans, est entré en vigueur le 05 février 2010. L'achèvement du programme est prévu pour le 31 mars 2016.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du Projet

6. L'objectif de développement du PAFA est d'améliorer de manière durable les revenus et les moyens d'existence des exploitations familiales du Bassin arachidier, à travers leur insertion dans des filières profitables et diversifiées. Plus spécifiquement : i) les petits producteurs de la zone du projet, y compris les plus démunis, développent des activités économiques profitables, fondées sur des arrangements contractuels avec des opérateurs de marchés, dans le cadre de filières porteuses qui valorisent le potentiel agro-écologique local ; ii) les acteurs des filières sélectionnées dont les petits producteurs, et en particulier les plus vulnérables, se concertent, au niveau du Bassin arachidier et au

¹ Composition de la mission: Monsieur Luyaku Loko Nsimpati, Représentant du FIDA au Sénégal, Chef de mission, Madame Dounamba Konaré, Assistante de Programme au bureau FIDA de Dakar, Monsieur Idrissa Moulaye Téra, Expert financier, Consultant FIDA, Monsieur Lacine Ahidara, Ingénieur agronome, Consultant FIDA et Monsieur Michel Moussa KOUDA, Expert en Environnement et Changement Climatique, Consultant FIDA. Le Gouvernement Sénégalais était représenté par Monsieur Omar Seck, Ingénieur agronome, représentant le Cabinet du Ministère de l'Agriculture et de l'équipement rural, Madame Khady Dramé, Economiste Rurale à la Division des projets et programmes représentant la DAPSA, Monsieur Bachir Coly, Ingénieur des travaux d'élevage, Représentant le Ministère de l'Élevage et des productions animales et Monsieur Ibrahim Thiam, Ingénieur du génie rural, représentant la DCEF du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan. Au niveau régional, les DRDR et les opérateurs de mise en œuvre se sont joints à la mission. Le coordonnateur du PAFA et du PAFA-E et son équipe ont pris une part active dans le déroulement de la mission.

niveau national, pour identifier et mettre en œuvre les actions susceptibles de résoudre les contraintes identifiées au sein de ces filières et créer un environnement favorable à leur développement. Le PAFA couvre les régions de Kaolack, Diourbel, Fatick et Kaffrine

7. Globalement, le projet a touché directement 33.924 ménages ruraux vulnérables, pour une prévision de 14 000 ménages, soit un taux de couverture de 242,31%.

8. Le taux moyen d'exécution des PTBA sur la période 2011/2014 est de 90%. Le taux de décaissement du prêt FIDA est de 97, 88%, celui du don FIDA est 55,74%. Cependant, le taux de décaissement du prêt OFID est de 22,3% ; ce qui est faible à 5 mois de la date d'achèvement du projet prévue pour le 31 mars 2016.

9. **Sécurité Alimentaire.** Le PAFA a amélioré sensiblement la sécurité alimentaire des populations de la zone d'intervention du Projet. A titre de rappel, par rapport à la situation de référence au démarrage des activités, 70% des ménages subissaient une période de soudure en moyenne de 3,5 mois. Aujourd'hui, selon les résultats de l'enquête SYGRI de PAFA-E réalisée en 2015 et qui a couvert la zone d'intervention de PAFA, 82% des ménages appuyés par le Projet sont à l'abri des effets de la soudure.

10. **Développement agricole.** La diminution significative de la période de soudure est due, entre autres, à l'amélioration sensible des rendements résultant de l'utilisation des bonnes pratiques agricoles et des intrants agricoles de qualité (semences certifiées, engrais, phosphate). Les rendements ont plus que doublé en moyenne dans l'ensemble des cultures promues par le Projet, atteignant même le triple pour le bissap et le maïs. En effet, le rendement du mil est passé de 653 kg/ha à 1 625 kg/ha soit 148% d'augmentation, celui du sorgho de 619 kg/ha à 1 278 kg/ha (106% d'augmentation), celui du niébé est passé de 350 kg/ha à 712 kg/ha (103% d'augmentation) ; le bissap est passé de 200 kg/ha à 650 kg/ha (325%). Le rendement de sésame quant à lui est passé de 300 kg/ha à 678 kg/ha (126%) et celui du maïs de 900 kg/ha à 2 738 kg/ha (204%). L'augmentation des superficies emblavées et l'amélioration notable des rendements ont permis d'enregistrer une production cumulée de 118 555 tonnes, toutes spéculations confondues.

11. **Mise en marché.** Le projet a facilité la signature de conventions de commercialisation entre les Organisations de Producteurs (OP) et les Opérateurs de Marché (OM). Ainsi, 310 contrats ont été signés par les couples OP/OM. Environ 42 343 tonnes, soit 36% de la production, ont été commercialisées à travers ces contrats à des prix attractifs, avec une prime qualité de 10% à 15%. Les femmes ont mis en marché 23 882 tonnes, soit 56,40% du tonnage total commercialisé. Les recettes totales enregistrées se chiffrent à 12,3 milliards de FCFA dont 6, 7 milliards pour les femmes (54,47%).

12. **Aviculture villageoise améliorée (AVA).** Cette activité, de production de poulets fermiers, fortement génératrice de revenus, est principalement menée par les femmes. Dans ce cadre, 80 sous projets ont été financés pour un montant de 344 533 150 FCFA (contribution des bénéficiaires de 68 906 630 F CFA) au profit de 1.966 ménages dont 92% sont des femmes. La filière présente un réel potentiel et des gains de productivité ont été obtenus en poids moyen vif par poulet et en production d'œufs. Des performances sont notées dans le sous-secteur avec un poids adulte qui varie de 1,5 à 2,7 kg et une production de 60 à 100 poussins par poule et par an, ainsi qu'une maturité sexuelle assez précoce. Pour faciliter la commercialisation de la production, le projet a appuyé la mise en place d'une plateforme de services Aviculture Villageoise Améliorée qui, non seulement assure la qualité de la production, la régularisation des prix sur le marché offrant ainsi des revenus plus élevés aux femmes bénéficiaires, mais également la production de l'aliment volaille en quantité suffisante et en qualité pour ses membres. Pour un prix de 3000 FCFA par kg et une quantité moyenne annuelle de 560 poulets vendus, les 1966 ménages ont commercialisé 1 100 960 poulets pour un chiffre d'affaires d'environ 3,302 milliards de FCFA, soit 1 680 000 FCFA par ménage.

13. **Infrastructures d'appui à la mise en marché.** Cinquante (50) Centres de développement filières (CDF) offrant une capacité de stockage de 5.100 tonnes ont été réalisés et 49 autres CDF (sous projets de la troisième génération) sont en cours de réalisation pour une capacité de 5.580 tonnes ce qui va porter le nombre de CDF à 99 sur un objectif de 80 CDF, soit un taux de réalisation de 124%.. S'agissant des pistes de production, le projet est engagé avec les collectivités locales sur la réalisation de 102,5 km répartis en 10 tronçons pour désenclaver les zones de production situées dans neuf (9) communes. Les travaux sur un linéaire de 24,8 km qui seront réceptionnés avant le 31

mars 2016. Pour la réalisation des pistes programmées, la mission a été informée de la demande de prolongation du prêt au 31 décembre 2016.

14. **Effets et impacts.** L'accumulation des biens s'est beaucoup améliorée dans les ménages tels qu'en témoignent la réfection des habitations, la construction de logement, l'achat de matériel agricole et intrants, le paiement des frais de scolarité des enfants, la prise en charge des dépenses quotidiennes, le paiement des frais médicaux, le réinvestissement dans le petit commerce, l'aviculture, l'embouche ovine et bovine.

15. **Genre et inclusion de jeunes.** La stratégie de genre du projet a porté ses fruits. Celle-ci a permis, dès le démarrage du projet, l'insertion des femmes et des jeunes filles dans les filières agricoles et avicoles, dans la transformation et la commercialisation, ce qui a favorisé la présence très importante des jeunes (filles et garçons) et des femmes dans les organes de décision des organisations. Aujourd'hui, les femmes représentent 62% des bénéficiaires des sous projets, 38% des Conseillers en Exploitation Familiale (CEF), 90% des Opérateurs de Marchés (femmes transformatrices), 59% des bénéficiaires des projets de filières et 71% des bénéficiaires des périmètres maraichers. Les jeunes représentent environ 35% de bénéficiaires du projet. Les femmes et les jeunes ont bénéficié au même titre que les hommes les mêmes superficies à emblaver (2 ha pour le mil ; 1 ha pour le sésame et 1 ha pour le niébé ; 1 ha pour le maïs et 0,5 ha pour le bissap). Le PAFA a facilité l'accès équitable des femmes aux ressources et services du Projet, l'amélioration de leur statut social et économique. Au niveau des instances de décision des OP, les femmes occupent 60% des postes de président, de trésorier et secrétaire.

16. **Adaptation au changement climatique.** Les adversités qui résultent des changements climatiques se traduisent dans le bassin arachidier par la dégradation des terres (salinisation, disparition de la biodiversité, perte de la matière organique, érosion, etc...), la diminution de la pluviométrie tant spatialement que temporellement, le faible remplissage des lacs, la hausse des températures et une évapotranspiration intense. Les principales actions menées sur le terrain par le PAFA ont porté sur le renforcement des capacités des producteurs sur l'utilisation et la diffusion de l'information climatique, la formation sur les bonnes pratiques agricoles, la fourniture de 94 tonnes de semences, 218 tonnes d'urée, 147 tonnes de NPK pour 1457 ha de riz et surtout 1445 tonnes de phosphate dont l'utilisation comme amendement de fond pour 3 660 ha. Le niveau de réalisation des infrastructures d'aménagements hydroagricoles reste faible par rapport aux prévisions du PTBA 2015 en raison des procédures d'acquisition des marchés et aux exigences d'études d'impact associées à de telles activités. Les périmètres maraichers continuent de connaître une progression avec 6 infrastructures aux moyens d'exhaure équipés de pompes solaires.

17. **Innovations.** En matière d'innovations et de bonnes pratiques, le projet a produit un nombre important de bonnes pratiques/innovations dont certaines ont été testées et validées et d'autres en voie de consolidation. Le processus de mise à échelle de ces innovations est déjà en cours. Parmi les innovations/bonnes pratiques, il y a lieu de citer : a) la contractualisation entre OP et OM qui constitue des leviers pour garantir aux petits producteurs et productrices l'accès aux marchés ; b) le cofinancement dégressif des intrants agricoles entre le projet et les acteurs des filières qui a permis aujourd'hui aux 39 OP sur les 40 de la première génération et aux 77 OP de la seconde génération de mobiliser à 100% leurs besoins en financement de leurs sous projets ; c) l'internalisation du conseil agricole au sein des OP qui a permis et faciliter l'adoption de bonnes pratiques, d) le consommer local pour accroître la demande locale en produits locaux et améliorer la situation nutritionnelle des populations et e) la farine enrichie pour contribuer à la lutte contre la malnutrition infantile dans la zone d'intervention du projet.

18. **Gestion des savoirs.** Le Projet est en train de procéder à la capitalisation de sa stratégie d'intervention et de ses résultats à travers notamment, le processus de ciblage de groupes vulnérables, la contractualisation commerciale OP/OM et le mécanisme de mobilisation de l'épargne intrants pour l'autofinancement. Des films documentaires ont été produits ainsi que des livrets de capitalisation.

19. **Gestion administrative, financière et comptable.** Les performances enregistrées par le PAFA dans la gestion des aspects fiduciaires sont globalement significatives. En effet : i) le taux moyen d'exécution des PTBA sur la période 2011/2014 est de 90% ; ii) le taux de décaissement du prêt/don/FIDA est de 97,11% (97,88%/prêt et 55,74%/don) ; iii) pour les bénéficiaires, ce taux est de 151,8%. Cependant, à environ cinq (05) mois de la date d'achèvement du Projet, le taux de décaissement du prêt/OFID (22,3%) et conséquemment celui de l'Etat (17,3%) dont la contrepartie

est tributaire des investissements de l'OFID, restent encore à améliorer de façon significative. L'exécution du planning de réalisation des activités de l'OFID, validé avec l'Institution, permettra d'atteindre des niveaux de décaissement acceptables. Au plan opérationnel, les états financiers annuels ont été régulièrement transmis au FIDA dans les délais requis. Il en est de même des rapports d'audit dont les différentes observations, conclusions et recommandations n'ont pas remis en cause la gestion normée des activités administratives, financières et comptables du Projet.

Résumés de quelques résultats saillants du projet

Libellé	Résultats
Ménages touchés	33 924 ménages (environ 340 000 personnes), soit 242% des objectifs initiaux du projet (14000 ménages)
Rendements des cultures	Les rendements par hectare de toutes les cultures appuyées par le projet ont au moins doublé : mil (1 625 kg/ha), sorgho (1 278 kg), niébé (712 kg), mais (2 738 kg), sésame (678 kg), bissap (650 kg).
Production agricole	118 555 tonnes toutes productions confondues
Aviculture villageoise améliorée	Un total de 1.966 ménages, dont 92% sont des femmes, sont appuyés par le projet qui ont commercialisés 1 100 960 poulets pour un chiffre d'affaires d'environ 3,302 milliards de FCFA, soit 1 680 000 FCFA par ménage
Sécurité alimentaire	82% des ménages appuyés ne connaissent plus la période de soudure
Ciblage	<ul style="list-style-type: none"> Les femmes représentent 62% des bénéficiaires de sous-projets, 38% des CEF, 90% des OM, 59% des projets filières et 71% des périmètres maraichers Les jeunes représentent 35% des bénéficiaires du Projet
Création d'emplois	<ul style="list-style-type: none"> Environ 6000 emplois créés en particulier en faveur des jeunes et femmes
Contractualisation commerciale	<ul style="list-style-type: none"> 310 contrats OP/OM signés ont permis la commercialisation de 42 343 tonnes de produits (36% de la production totale) à des prix rémunérateurs négociés, une prime à la qualité de 10 à 15% et une valeur totale en 2015 de 3,847 milliards FCFA.
Accès aux intrants	<ul style="list-style-type: none"> 116 OP (...ménages) ont un accès durable aux intrants agricoles (semences certifiées, engrais, pesticides) grâce au système de cofinancement dégressif mis en place par le projet.
Consommer local	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation de la demande des produits locaux Introduction dans les menus et cartes des hôtels des plats préparés à base des produits locaux. Formation de 450 femmes en techniques de transformation des céréales, Ouverture par les femmes bénéficiaires du projet de deux restaurants spécialisés dans les plats locaux à Kaolack et à Nganda (Kaffrine). Ce dernier a obtenu le prix < Innovations> du Président de la République du Sénégal.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Préparation du rapport d'achèvement du projet	UCP	31 mars -30 sept 2016
Suivre la demande la prorogation de la date de clôture du fonds OFID au 30/12/2016	UCP	31 décembre 2015 Pour mémoire
Bien documenter les acquis du PAFA pour préparer l'atelier de partage des résultats du Projet	Coord/UCP	

C. Produits et effets

Composante Diversification agricole et accès au marché

20. **Productions agricoles.** Les superficies emblavées avec l'appui du Projet ont atteint cette année 24.138 ha pour la campagne 2015/2016 soit 221% des prévisions du document de conception du projet. En plus de ces superficies, certaines OP ont facilité l'accès à leurs membres aux intrants (semences certifiées, engrais, conseil agricole) pour emblaver 5096 ha supplémentaires, montrant ainsi le niveau d'autonomisation de celles-ci. Un total de 106 OP se sont entièrement autofinancés et ont emblavé 11.250 hectares.

21. **Multiplication de semences.** Depuis quatre ans, le PAFA accompagne la professionnalisation des micro-entreprises semencières par le cofinancement de sous-projets de

multiplication de semences. Ainsi, pour la filière niébé, les OP de COOPAKEL, de FAPAL et de COOPEBAS assurent la couverture des besoins en semence de niébé pour les variétés Mélakh, Yacine et Pakao. Pour le mil, UGPCL de Thiaré, la CAA de Keur Socé, FOP Kane Kane, GIE Dimbelante, produisent suffisamment des semences de mil souna 3 principalement pour répondre à la demande des producteurs. Pour le sésame, le capital semencier est reconstitué grâce à ADA, ANAFA, GPS de Koumpentoum et DIAPPANTE pour une production qui dépasse largement les besoins des OP appuyées par le PAFA. Aujourd'hui, certaines entreprises comme ANAFA, ADA sont agréées par l'Etat pour la fourniture de semences de sésame au niveau national. Pour la campagne 2015/2016, elles ont vendu à l'Etat 27 tonnes de semences de sésame pour une valeur de 24 300 000 Francs. Pour Le Mil, CAA Keur Socé a vendu à l'Etat 5 tonnes pour une valeur de 2 500 000 Francs. Pour le niébé, COOPAKEL a réalisé un chiffre de 84 828 000 pour la campagne 2015/2016 en vendant 141,859 tonnes de semences de niébé. Elle a même exporté des semences de niébé vers la Guinée (18,735 tonnes) et la Gambie (26 tonnes). Au total, ces entreprises semencières ont vendu 232 tonnes de semences pour un chiffre d'affaire de 150 435 600 Francs CFA.

22. Pour la campagne 2015/2016, le PAFA appuie 07 OP dans le cadre du programme de multiplication de semences pour une superficie de 66 ha de pré bases (sésame : 2 ha, Niébé : 60 ha et Mil ; 4 ha) et 29 ha pour les autres niveaux (niébé : 25 ha et mil : 4 ha). Par cet effort, le projet vise d'une part l'autonomisation des OP en semences et d'autre part la professionnalisation d'entreprises semencières pour garantir durablement la fourniture et l'accès à des semences de qualité, gage de la productivité et de qualité.

23. Les rendements ont plus que doublé en moyenne pour toutes les cultures promues par le projet, atteignant même le triple pour le bissap et le maïs. En effet, le rendement du mil est passé de 653 kg/ha à 1 625 kg/ha soit 148% d'augmentation, celui du sorgho de 619 kg/ha à 1 278 kg/ha (106% d'augmentation), celui du niébé est passé de 350 kg/ha à 712 kg/ha (103% d'augmentation) ; le bissap est passé de 200 kg/ha à 650 kg/ha (325%). Le rendement de sésame quant à lui est passé de 300 kg/ha à 678 kg/ha (126%) et celui du maïs de 900 kg/ha à 2 738 kg/ha (204%).

Evolution des rendements dans les SPAM par filière (Kg/ha)

Filière	Situation référence	Objectif PAFA	Rendement 2011/2012	Rendement 2012/2013	Rendement 2013/2014	Rendement 2014/2015	Prévisions 2015/2016
Mil	653	800	1080	1267	1584	1625	1 600
Sorgho	619	800	960	2520	1376	1278	1500
Niébé	350	600	550	607	665	712	800
Bissap	200	400	ND	300	636	650	600
Sésame	300	600	550	467	680	678	700
Maïs	900	1500	ND	2420	2579	2738	2 500

24. **Organisation des filières.** Les résultats obtenus sont aussi sous- tendus par des OP dynamisés capables de fournir des services à leurs membres. En effet, les ménages ciblés par le PAFA sont membres d'OP d'agriculteurs et d'éleveurs qui constituent des plateformes de services à partir desquelles, les sous-projets sont élaborés, financés, mis en œuvre, suivis et évalués. Par conséquent le socle de l'intervention du PAFA demeure l'OP où le sous-projet est un test d'innovation à partir duquel s'il s'avère concluant, peut inscrire l'organisation dans une trajectoire dynamique de fourniture durable de services à ses membres par une extension des résultats obtenus.

25. Parallèlement aux appuis techniques, en intrants et en équipements agricoles, les OP ont bénéficié de renforcements de capacités en dynamique organisationnelle avec l'accompagnement des services régionaux d'appui au développement locales (SRADL) liés au PAFA par des contrats de performances annuels. Les SRADL sont des services déconcentrés de l'Etat ayant une mission d'appui-conseil et d'impulsion des initiatives locales. Parallèlement à celles-là, ils assurent l'encadrement et la formation technique des organisations locales.

26. Avant de fournir les appuis nécessaires aux OP, les SRADL ont procédé d'abord à l'établissement de la situation de référence en dynamique organisationnelle à travers une grille d'évaluation permettant de classer les OP selon différents niveaux. Ce travail a permis aussi d'évaluer les besoins d'appui des OP. Pour renforcer la DO des OP, les appuis ont été fournis dans les

domaines suivants : (i) Composition et fonctionnement des organes ; (ii) rôles et responsabilités des membres du bureau ; (iii) techniques de réunion ; et (iv) gestion financière et comptable.

27. En attendant les résultats de l'évaluation finale de la dynamique organisationnelle des OP, qui est cours de réalisation sur le terrain, les résultats obtenus en 2014 montraient déjà une amélioration considérable par rapport à la situation de référence avec des progressions des OP fortes et moyennes respectivement de 116 % et de 82%.

28. En termes d'appropriation de la stratégie d'intervention du projet par les bénéficiaires, 39 OP sur les 40 OP de la première génération ont pu assurer l'autofinancement de leurs sous-projets en quatrième année (2014). Quant au 77 OP de la deuxième génération, elles ont reconduit leurs sous-projets en mobilisant tous leurs besoins de financement de la campagne 2015-2016. Les résultats prévisionnels de production pour la campagne en cours dans les différentes filières soutenues sont encourageants et permettent d'entrevoir une sortie réussie des OP de la troisième génération (118).

29. Les OP ont aussi assuré la commercialisation des productions de leurs membres à travers les contrats OP/OM avec l'intermédiation et le suivi des CNIF qui veillent particulièrement sur qualité. En plus du rôle d'arbitrage et de suivi du contrat, les CNIF fournissent des informations aux acteurs des filières sur les prix des marchés de référence entre autres (pluviométrie, etc.).

30. Le mil, le niébé et le maïs constituent essentiellement des produits de consommation au sein des ménages. Ainsi les quantités commercialisées sont de 30% pour le mil et le niébé et de 50% pour le maïs. Ces produits constituent les éléments de base de la fabrication de farine enrichie qui est disponible aujourd'hui dans les pharmacies et grandes surfaces de vente. En plus de la farine enrichie, les produits sont transformés en produits finis destinés à la consommation (couscous, araw, sankhal etc.) Concernant le bissap et le sésame qui sont des productions commerciales, 60% de la production de bissap est commercialisée auprès des transformateurs pour la fabrication de concentré de jus et 90% de la production du sésame est mise sur le marché dominé par des exportateurs et des agro-industriels.

31. **Commercialisation.** Durant la campagne de commercialisation de 2015, 12 854 tonnes représentant 37% de la production globale ont été mises en marché à travers les contrats (310) liant les OP et les Opérateurs de marché (OM). Les quantités commercialisées de mil et de niébé représentent 30% de la production, celles du bissap 60%, sésame 90% et maïs 50%. En plus de ces contrats, les producteurs ont mis sur le marché une partie de leur production à travers les marchés hebdomadaires. Les prix de vente moyens à travers les contrats de commercialisation sont 210 F CFA/kg pour le mil, 700 F CFA /kg pour le niébé et le sésame, 850 F CFA/kg pour le bissap et 220 F CFA/kg pour le maïs. Ces prix ont permis aux producteurs d'atteindre des marges par rapport au prix du marché de 35 F CFA/kg pour le mil, 100 F CFA/kg/niébé, et 150 FCFA/kg/bissap. La quantité totale commercialisée est 12 854,1 tonnes dont 7 138,5 tonnes pour le mil, 385,5 tonnes/niébé, 376,8 tonnes/ bissap, 1 392,3 tonnes/sésame et 3 561 tonnes/maïs.

32. La valeur totale de la commercialisation en 2015 s'élève à **3,847 milliards FCFA**. Le mil représente 39% de la valeur commercialisée, le sésame 25%, le maïs 20%, le bissap 8% et le niébé 7%. En moyenne par ménage, les recettes tirées de la commercialisation s'élèvent à 224.280 francs CFA pour le mil, 186 666 francs CFA pour le niébé, 306 000 francs pour le bissap, 378 000 francs CFA pour le sésame et 275 000 francs CFA pour le maïs. Ces recettes ont permis d'améliorer l'habitat, de prendre en charge la couverture médicale des enfants, les frais de scolarité, l'habillement et les dépenses quotidiennes. Grace à ces revenus, 60% des ménages disposent de compte d'épargne au niveau des structures financières décentralisées.

33. Les marges brutes pour toutes les filières obtenues par hectare ont connu des taux d'accroissement très élevés qui s'explique par l'augmentation des rendements et des prix rémunérateurs et garantis à travers les contrats de commercialisation. Ainsi, pour le mil, la marge brute passe de 176.040 F CFA/ha en 2011 à 254.750 F CFA/ha ; s'agissant du sésame, elle passe de 127.500 F CFA/ha à 431 600 F CFA/ha ; le niébé de 94 280 F CFA à 249 200 F CFA /ha ; le bissap passe de 202 000 F CFA à 520 000 F CFA/ha.

34. Les quatre **tables filières** (TF) (mil/sorgho, niébé, sésame et bissap) qui ont été mises en place continuent à être opérationnelles et assurent la gouvernance des filières. La TF Aviculture est en cours de constitution. Les TF mènent plusieurs activités qui sont importantes pour le fonctionnement de la filière. Celles-ci comprennent : i) la production semencière ; ii) la diffusion des prix de marché ; iii) la diffusion des informations sur la pluviométrie ; iv) l'intermédiation commerciale et financière pour les OP/OM ; v) la mise en place d'un système de contrôle interne sur la qualité ; et vi) l'arbitrage de litiges opposant les OP et les OM.

35. **Aviculture villageoise améliorée.** Au total, 80 sous projets ont été appuyés permettant à 1 966 ménages de bénéficier de cette activité dont 92% sont des femmes. La demande en poulets fermiers reste importante dans la zone du projet. La filière présente un réel potentiel et des gains de productivité ont été obtenus en poids moyen vif par poulet et en production d'œufs. Des performances sont notées dans le sous-secteur avec un poids adulte qui varie de 1,5 à 2 kg et une production de 60 à 100 poussins par poule et par an, ainsi qu'une maturité sexuelle assez précoce. Pour faciliter la commercialisation de la production, une plateforme de services Aviculture Villageoise Améliorée mise en place avec l'appui du projet, i, non seulement assure la qualité de la production, la régularisation des prix sur le marché offrant ainsi des revenus plus élevés aux femmes bénéficiaires, mais également la production de l'aliment volaille en quantité suffisance et en qualité pour ses membres.

36. **Production maraîchère.** Au total 860 tonnes toutes espèces confondues, ont été produites. Les quantités commercialisées pour des différentes spéculations s'élèvent à 475 tonnes soit 55% de la production. Les recettes tirées de la commercialisation, après déduction des charges, ont permis de dégager un revenu minimum de 190 000 F CFA par ménage et allant jusqu'à 450 000 F CFA. La part destinée à l'autoconsommation des ménages représente 45 % de la production. Cette consommation de légumes frais au sein des ménages a permis de relever l'état nutritionnel des enfants de 0 à 5 ans.

37. **Sécurité alimentaire.** La sécurité alimentaire est caractérisée par la réduction de la période de soudure, l'indice d'accumulation des biens et services des ménages et la situation de la malnutrition des enfants de 0 à 5 ans. Dans la zone du projet, on peut noter, avec les témoignages des bénéficiaires sur le terrain, une nette amélioration de la sécurité alimentaire suite à l'accroissement des productions, l'augmentation des revenus des ménages et l'amélioration de l'alimentation. La période de soudure a été réduite de 6 mois à un mois.

Composante Développement et structuration de filières

38. **Infrastructures de mise en marché :** En 2015, il est prévu de réaliser 49 Centres de Développement Filières (CDF) dont 5 de 60 T et 44 de 120 T, soit au total une capacité de 5 760 tonnes. Les travaux sont terminés pour 3 CDF d'une capacité totale de 360 tonnes, en cours pour 6 CDF d'une capacité totale de 660 tonnes. Les procédures de passation de marché pour les 40 CDF restants sont en cours et la finalisation des travaux prévue au plus tard le 31 mars 2016.

39. Au total, quatre-vingt-dix-neuf (99) CDF offrant une capacité de stockage de 10.860 tonnes sont réalisés. Chaque CDF est composé d'une salle de collecte, d'une salle polyvalente, d'un point service qui sert de bureau au Comité de gestion, des toilettes et un système de panneaux solaires permettant l'éclairage et le fonctionnement des appareils électriques. Pour tous les CDF, les comités de gestion dont les membres ont été formés sur leurs rôles et responsabilité méthodes d'entretien et de maintenance, ainsi que les techniques de stockage et de conservation assurent la gestion et la maintenance de ces infrastructures. Sept sessions de formation des membres des Comités de gestion des magasins (CGM) et des commissions de stockage ainsi que commercialisation des CDF ont été réalisées. Ces formations ont regroupé 214 personnes dont 124 femmes (58%).

40. **Piste de production :** Le projet en collaboration avec les collectivités locales envisage la réalisation de 102,5 km pour désenclaver les zones de production situées dans neuf (9) communes totalisant une population de 222 820 habitants. Les travaux ont démarré sur les tronçons de Latmingué, Ndiago, Diossong et Thiaré. Pour les tronçons Nioro Alassane Tall, Maka Yopp, Taïba Niassène, Keur Samba Gueye et Djilor, le démarrage des travaux est prévu en février 2016.

Composante Adaptation au changement climatique

41. **Environnement et adaptation au changement climatique.** Les adversités qui résultent des changements climatiques se traduisent dans le bassin arachidier par la dégradation des terres (salinisation, disparition de la biodiversité, perte de la matière organique, érosion, etc.), la diminution de la pluviométrie tant spatialement que temporellement, le faible remplissage des lacs, la hausse des températures et une évapotranspiration intense. En conformité avec la stratégie du Plan d'Action National d'Adaptation (PANA) aux changements climatiques, et du PAFA qui vise à améliorer le revenu des petites exploitations qui constituent le segment le plus vulnérable et dont les plus touchés sont les femmes et les jeunes, le volet «Adaptation au changement climatique» comme composante à part entière du PAFA a contribué à développer la résilience des populations locales et des systèmes de productions face à l'impact ces changements climatiques.

42. Les principales actions d'adaptation et d'atténuation menées sur le terrain par le PAFA ont concerné : (i) des actions de renforcement des capacités, sensibilisation, et gestion des connaissances en matière d'adaptation au changement climatique qui ont porté sur la formation de 40 producteurs et membres du CNIF sur l'utilisation et la diffusion de l'information climatique, la redynamisation de onze (11) comités de gestion et de maintenance et la création de six nouveaux comités et la mise en place des outils de gestion et de maintenance dans les périmètres maraichers regroupant 429 personnes dont 116 hommes, 222 femmes, 33 jeunes garçons et 58 jeunes filles. Le PAFA a également organisé deux sessions de formation sur les bonnes pratiques agricoles à l'attention de 91 CEF (37 jeunes et 54 adultes) tandis que 195 agriculteurs familiaux et producteurs ont été formés par la Direction de l'Environnement sur la variabilité climatique, le concept de vulnérabilité et leur perception des impacts des changements climatiques sur la production agricole.

43. **Assurance agricole.** Trois tables filières (niébé, sésame et mil/sorgho) appuyées par le PAFA, le responsable des OP de l'équipe du PAFA ainsi que le responsable de la composante production agricole et douze OP appuyées par le PADAER ont à la formation sur l'assurance agricole organisée par le PAM et le FIDA à Dakar en décembre 2015. Cette formation a permis aux OP participantes de mieux comprendre l'importance de l'assurance agricole et le mécanisme de son fonctionnement..

44. **Infrastructures d'irrigation à la parcelle :** Depuis la dernière mission de supervision du mois de mai 2015, 13,4 ha ont été aménagés dans les périmètres de Batal, Mérina Syll, Tallène, Darou Sagnane, Ndiouffène, Senghor et Thiaré. De ces aménagements, 9,4 ha sont achevés et 4 ha en cours. Les périmètres aménagés ou réhabilités sont sécurisés par des clôtures grillagées renforcées par des plantations d'Acacia mellifera. La gestion et la maintenance des périmètres irrigués est assurée par des comités de gestion dont les membres ont été formés à la dynamique organisationnelle, sur la gestion comptable et financière ainsi que sur les méthodes d'entretien et de maintenance des équipements d'irrigation.

45. Au total, les superficies aménagées s'élèvent à 74 hectares sur un objectif de 100 ha dont 16,5 ha avec un système solaire comme source d'énergie et 22 ha irrigués à partir des excédents d'eau de forage. La réhabilitation de ces périmètres a permis l'accès aux ressources hydriques à 1 128 ménages dont 27% de femmes et 73% de jeunes. Cette réhabilitation a permis également la reprise des activités maraîchères des femmes et le retour des jeunes en milieu rural dans les villages concernés.

46. **Intrants agricoles.** L'appui du PAFA a consisté en la fourniture de 94 tonnes de semences, 146 tonnes d'engrais NPK et 218 tonnes d'urée pour l'emblavement de 1457 ha de riz (779,5 ha de bas-fonds et 677 ha de plateau) dans les régions de Fatick, Kafrine et Kaolack. Enfin 1445 tonnes de phosphates pour l'équivalent de 3600 ha ont été mis à la disposition des producteurs de la zone du projet en réponse à la demande croissante en phosphate dont l'utilisation a contribué à doubler voire davantage la productivité des exploitations. (ii) au niveau des infrastructures, équipements et aménagements hydroagricoles la réalisation/réhabilitation de 6 périmètres maraichers (Batal, Taiba Nianghène, Maka Mbaye, Tallène, Mérina Syll, Combélane) opérationnels équipés de moyens d'exhaure fonctionnant à l'énergie solaire permet à 192 ménages (693 femmes et 494 hommes) d'exploiter 14,3 ha, superficie (en moyenne 133 m²/ bénéficiaire ou 750 m²/ménage) pour satisfaire les attentes des bénéficiaires. Quatre vallées : Farandole (165 ha), Nderderleng (370 ha), Ndiaye Ndiaye (7 ha) et Diémou (10 ha) d'une superficie totale de 552 ha ont été aménagées dans la région de Fatick grâce aux techniques de récupération de terres salées et de stockage d'eau pour la production de riz durant la campagne agricole 2015/2016. (iii) La multiplication des semences a porté

d'une part sur les semences de riz sur 200 ha qui permettront d'ensemencer 4 000 ha de riz pour la campagne 2016-2017 et d'autre part sur les filières mil, niébé, sésame ainsi que les semences fourragères. Pour ce faire le PAFA a appuyé des micro-entreprises semencières crédibles (certaines sont agréées par l'Etat) qui ont pu produire des semences de qualité sur 66 ha de pré-base pour le niébé, le mil et le sésame et 29 ha pour les autres niveaux de semences sous le suivi et le contrôle de la DRDR. (iv) Il faut également noter l'initiative du PAFA sur l'installation à titre expérimental de 7 kits de biogaz dans le cadre des besoins en combustible de cuisine et la valorisation des déchets organiques domestiques pour la production d'engrais biologiques.

47. De même l'intégration des changements climatiques dans les outils de planification (plans communaux d'investissements) est en cours dans les communes de Passy et Keur Samba Gueye de la région de Fatick. Enfin une étude sur l'inventaire et la capitalisation des technologies et des bonnes pratiques a été réalisée pour davantage évaluer la pertinence et l'impact des technologies et des bonnes pratiques qui mériteraient davantage de vulgarisation et une mise à l'échelle.

48. Comme on le voit la prise en compte du changement climatique dans la mise en œuvre du PAFA a renforcé l'éveil des producteurs sur les impacts négatifs des changements climatiques sur leur milieu et leur production tout en leur indiquant des solutions pour en limiter les dégâts et améliorer la productivité (forte augmentation des rendements, qualité des produits, meilleure maîtrise des techniques culturales éprouvées) et les revenus des exploitations.

49. **Installation de kit de biogaz.** Afin d'apporter une réponse simple, efficace, propre, d'une part à la demande en combustible de cuisine (voire en éclairage), d'autre part à la valorisation des déchets organiques domestiques par la production d'un engrais biologique performant, le PAFA a initié en phase test l'installation de sept (07) kit de biogaz. Une convention a été signée avec l'ONG AVSF pour la mise en place de ces kits selon les normes techniques mais aussi de former des maçons au niveau local pour faciliter la démultiplication. Les porteurs ont déjà été identifiés de même que les sites d'implantation.

Composante SAFIR

50. **Service d'appui à la Finance Rurale (SAFIR).** Le SAFIR a facilité le financement de 951 requêtes d'un montant de 1 024 367 470 FCFA, pour un objectif initial de 990 requêtes d'un (01) milliard FCFA, soit des taux d'exécution de 96% en terme quantitatif et 102,43% pour le volet financier. Il faut également souligner que pour le PTBA 2015, dix (10) requêtes des bénéficiaires du PAFA ont été satisfaites pour une enveloppe de 45 500 000 FCFA.

51. Le PAFA est en train d'appuyer l'installation des cinq (05) guichets au bénéfice de trois Institutions partenaires (UIMCEC, URMECS et CAURIE MF). La réception des gros œuvres est prévue le 30/11/2015. Les institutions partenaires ont déjà reçu les dotations d'équipements prévues.

52. En ce qui concerne la durabilité, le SAFIR sera intégré au Fonds d'Appui au Développement du Secteur Rural (FADSR) à partir du 1^{er} janvier 2016. A cet effet, le Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER) a écrit au Ministre de l'Économie, des Finances et du Plan pour des dispositions idoines à prendre pour la concrétisation de cette intégration.. Compte tenu du financement important du SAFIR en faveur des OP appuyés par les projets supportés par le FIDA (PAFA, PAFA-E et PADAER), le FADSR devra prendre toutes les dispositions requises pour garantir la bonne poursuite de ce financement en faveur de ces OP dans l'avenir. Sans ce financement, les OP ne seraient pas en mesure d'atteindre leurs objectifs escomptés.

Activités du don

53. **Activités du don 4P SNV/PAFA.** La phase d'implémentation du Partenariat Public-Privé-Producteurs (4P) FIDA-PAFA a démarré en juillet 2015. Cette initiative vient apporter une synergie d'actions permettant de relever les enjeux majeurs liés à la valorisation des produits agricoles pour lever les goulots d'étranglements pour le développement des chaînes de valeurs durables. Les principales activités sont axées sur les points suivants : (i) identification et validation des unités qui seront choisies pour la suite de l'élaboration des plans d'affaires; (ii) finalisation des Long List of Business Cases ; (iii) élaboration des plans d'affaires et (iv) élaboration des outils de suivi. Les principaux résultats obtenus sont : (i) la réalisation d'une mission de pré diagnostic ; (ii) la validation de la liste longue de Business Cases (11 unités) ; (iii) la finalisation des plans d'affaires pour ALIF GROUP et MARIA DISTRIBUTION.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Après la mise en place des Kits de biogaz, assurer le suivi de leur fonctionnement, en évaluer les résultats en termes de : i) satisfaction des besoins en combustible ; ii) impact sur la production de bois et de charbon ; iii) production d'engrais biologique	RCC/ROP/UCP	Courant année 2016

D. État d'avancement de l'exécution du Projet

54. Suivi-évaluation des activités du Projet. L'architecture générale du système de suivi évaluation du PAFA repose sur le suivi de la planification des activités du PTBA, le suivi des résultats et la mesure de l'impact. La cellule Suivi-évaluation dispose d'un outil de planification et de suivi des activités du PTBA qui permet d'avoir l'état de mise en œuvre physique par activité, sous composante et composante.

55. Le suivi des résultats est effectué à partir de fiches de collecte, des enquêtes de référence complétées par des enquêtes de vulnérabilité des ménages bénéficiant de sous projets, d'ateliers d'autoévaluation et des études thématiques. La mesure de l'impact est obtenue grâce aux enquêtes SYGRI et des études ponctuelles sur la situation de l'objectif de développement.

56. Le système de suivi évaluation du PAFA fournit les rapports périodiques, les tableaux de bord des missions de supervision et les résultats SYGRI de 1er, 2e et 3e niveau. Des réunions trimestrielles avec les partenaires de mise en œuvre et des réunions de bilan annuel permettent de passer en revue l'avancement du Projet, les résultats obtenus et les contraintes rencontrées ainsi que de faire le point sur les filières. Le manuel des procédures du SSE a été révisé et l'application informatique réactivée est en phase de test. Les informations fournies par le système SE sont utilisées pour la planification et la prise de décisions. Les rapports sur l'avancement du projet alimentés notamment par les agences d'exécution (AGEX) sont produits régulièrement.

57. Cohérence entre le PTBA et exécution. Le PTBA couvrant la période de janvier 2015 au 31 mars 2016 a été révisé en mai. Il porte essentiellement sur la consolidation des facteurs de durabilité et la capitalisation des approches d'intervention. Les activités programmées ont été déclinées en tâches et au début de chaque mois une réunion de planification mensuelle permet de mieux ajuster les programmations annuelle et trimestrielle. Les taux d'exécution physique des activités des composantes « diversification et accès au marché » et « développement et structuration des filières » sont respectivement de 91% et 50%. Cette dernière composante prend en charge la réalisation des infrastructures communautaires pour lesquelles les procédures de passation des marchés sont finalisées. La composante concertation nationale, gestion des savoirs et coordination du Projet affiche un taux d'exécution de 66%. La composante adaptation au changement climatique, un taux de 67% et la composante SAFIR un taux de 89%. La progression est en phase avec le planning et toutes les activités programmées seront réalisées avant l'achèvement prévu en fin mars 2016.

58. Efficacité de la stratégie de ciblage et inclusion des Jeunes. Le choix de filière dans lesquelles les ménages les plus pauvres, les femmes et les jeunes sont et peuvent s'intégrer facilement, l'auto-ciblage des bénéficiaires, les critères de notation incluant les groupes les plus vulnérables, ont permis aux couches les plus vulnérables de bénéficier des opportunités du Projet. Les femmes et les jeunes filles ont été insérées dans les filières agricoles ainsi que dans la transformation et la commercialisation. Ainsi, on note une présence très importante de jeunes (filles et garçons) et de femmes dans les organes de décision des organisations. A cet égard, les femmes représentent 62% des bénéficiaires des sous projets, sur les 80 sous projets qui ont été appuyés, 92 % des 1.966 sont des femmes, 38% des Conseillers en Exploitation Familiale (CEF), 90% des Opérateurs de Marchés (femmes transformatrices), 59% des bénéficiaires des projets de filières et 71% des bénéficiaires des périmètres maraichers.

59. Les femmes et les jeunes ont bénéficié au même titre que les hommes les mêmes superficies à emblaver (2 ha pour le mil ; 1 ha pour le sésame et 1 ha pour le niébé ; 1 ha pour le maïs et 0,5 ha

pour le bissap). Le PAFA a facilité l'accès équitable des femmes aux ressources et services du Projet, l'amélioration de leur statut social et économique.

60. Le projet accompagne les jeunes dans l'accès à la terre, aux semences certifiées et aux matériels agricoles. Les jeunes bénéficient également de formations pour le renforcement de leurs capacités. C'est ainsi que 5 000 jeunes à travers 45 ASC ont été insérés dans la vie active et professionnelle. En moyenne, le revenu moyen d'un jeune inséré dans les sous projets est de 400 000 francs CFA par campagne. Ils s'investissent également dans d'autres filières telles que l'embouche ovine, la transformation, le petit commerce. Sur les 33 924 ménages vulnérables touchés, 11 874 sont des jeunes. Les jeunes représentent également 50% des bénéficiaires des CEF.

61. **Rapport d'achèvement du PAFA** : L'achèvement du PAFA est prévu au 31 mars 2016. A partir de cette date, le programme aura six mois pour la finalisation du rapport d'achèvement qui devra mettre bien en valeur les résultats atteints et l'impact du PAFA. Le projet devra prendre des dispositions idoines par la préparation en temps utile du dit rapport.

Innovations

62. **Gestion communautaire du matériel agricole.** Les exploitations familiales qui ne disposaient pas de matériels agricoles étaient obligées de les louer à des prix variant de 25 000 à 30 000 FCFA pour effectuer des semis. Grâce à la gestion communautaire du matériel agricole initié par le projet, les groupements de femmes et de jeunes ruraux disposent de matériels agricoles leur permettant de semer en même temps que les autres tout en respectant les itinéraires techniques. La gestion est faite par un comité de gestion qui sur la base d'un calendrier accepté met un lot de matériel (semoirs et houes) à la disposition des ménages bénéficiaires du SPAM. Les revenus tirés servent à l'entretien et au renouvellement du matériel.

63. **Semis à « humide » du mil** : Pour lutter contre le Striga et sécuriser l'investissement des producteurs et productrices, le projet en partenariat avec la recherche, a recommandé aux porteurs de sous projets la pratique du semis du mil à « humide » après labour profond. Cette technique adoptée par les porteurs des sous projets de la première génération a donné des rendements record avoisinant 1600 kg/ha dans un contexte marqué par un déficit pluviométrique.

64. **Plateforme de services aviculture villageoise améliorée** : Afin de rendre beaucoup plus compétitive l'Aviculture Villageoise Améliorée, une Plateforme de Services a été construite à Thiawandou dans le département de Kaolack pour la professionnalisation de la filière au profit des petits exploitants. Cette Plateforme équipée d'un centre d'abattage, d'une unité de conditionnement et de conservation, d'une boutique et d'un bureau offre à la filière un cadre qui leur permet de mettre aux normes leurs produits.

65. En outre, cette Plate-forme offre un appui conseil à ses membres dans le domaine du renforcement de capacités, de l'intermédiation, de la mise en relation et du partenariat. Aujourd'hui, grâce aux services offerts, les groupements ont commercialisé à travers cette plate-forme 4 000 poulets correspondant à 6 tonnes de viande d'un montant de 18 millions FCFA pour la seule période de mai 2 015 à octobre 2 015.

66. **Couveuses pétro solaires.** Le projet a facilité à la Plate-forme de Services l'obtention de 3 couveuses pétro solaires d'une capacité de 1 000 sujets par couveuse. Elles permettent d'améliorer les taux d'éclosion, de réduire les pertes et de mettre sur le marché au minimum 3 000 poussins par couvaision. L'offre de poussins d'un jour est ainsi garantie dans la zone alors que précédemment, les commandes venaient de Dakar avec d'énormes pertes durant leur transport. A date, 176 000 poussins ont été recensés dans les 80 sous projets AVA.

67. **Association pisciculture/maraichage.** La pisciculture est introduite dans le but de permettre aux bénéficiaires l'accès aux protéines animales et d'améliorer la qualité de l'eau d'irrigation. L'élevage de poisson et le maraichage joue un rôle dans l'alimentation. L'association pisciculture maraichage permet de : (i) faciliter la fertilisation des sols destinée au maraichage avec l'utilisation de l'eau des bassins ; (ii) d'obtenir d'avoir un produit riche en protéines et en acides gras essentiels (poisson), et (iii) accroître le revenu et le niveau de vie des femmes et des jeunes porteurs de ces SPAM.

68. **Promotion du consommateur local.** Afin de promouvoir le « consommateur local », le projet a facilité la formation maitres hôteliers et restaurants de la zone d'intervention. Elle a eu comme objectif l'introduction dans les menus et cartes des hôtels de plats préparés à base de produits locaux. Le

renforcement de 450 femmes en techniques de transformation des céréales. Deux(2) restaurants spécialisés dans les plats locaux sont ouverts dont un à Nganda et un autre à Kaolack. Le restaurant de Nganda vient de remporter le Grand prix du chef de l'état des innovations. L'innovation a porté sur la fabrication du jus de Nguer. Les émissions « waagnou PAFA » réalisées à travers les chaînes de télévision et les caravanes promotion des produits locaux participent à la promotion du consommé local.

69. **Promotion de la farine enrichie.** Pour contribuer à la lutte contre la malnutrition infantile dans sa zone d'intervention, les opérateurs de marché « Xaritou Xaleyi » de Koungheul et ETS Keur Yaye Abi Ndao de Kaolack, Association des Femmes de Ndoukoumane (AFND), Manko de Guinguiné, appuyés par le PAFA, ont développé une farine enrichie pour les enfants de six (6) mois à deux (2) ans. La farine est constituée des produits locaux suivants : maïs, mil, niébé, huile de palme, etc. La valeur énergétique est évaluée à 40 kcal/100g. Cette farine est en train d'être utilisée par les ONG ASBEF, Plan International et CCF, l'Agence d'Exécution du Programme Nationale de Nutrition. Suite à l'amélioration de l'emballage, le produit est en vente dans les rayons des pharmacies, dans les boutiques et dans les grandes surfaces.

70. **Cérélac à base de mil.** Grâce au partenariat Nestlé et ALIF Groupe engagé dans les contrats OP/OM, Nestlé achète à travers ce partenariat le mil des producteurs appuyés par le PAFA pour la fabrication du cérélac à base de mil. Ce produit a été mis sur le marché depuis juin 2014 et est aujourd'hui distribué dans les pharmacies et dans les grandes surfaces.

71. **Financement Intrants Agricoles.** Le cofinancement dégressif des intrants et matériels agricoles entre le projet et les acteurs des filières a été retenu comme principe de mise en œuvre. En première année, le projet a appuyé à hauteur de 80% contre 20% apportés par les bénéficiaires sur le financement de 40 sous projets. En deuxième année, le projet a appuyé à hauteur de 60%, les bénéficiaires 40%. En troisième année, PAFA 40%, bénéficiaires 60% et en quatrième année, *PAFA 0%, bénéficiaires 100% pour le financement de 328 sous projets à date. Pour garantir la durabilité de ce financement, le projet a mis en place « l'épargne intrants » que le producteur dépose en nature auprès de l'organisation de producteurs après la récolte.* Les procédures d'acquisition d'intrants et de matériels agricoles sont effectuées entièrement par les membres des OP, qui ont fini par développer des relations de confiance avec les fournisseurs d'intrants. Aujourd'hui, les 39 OP de la G1 et 77 OP de la deuxième génération ont mobilisé à 100% leurs besoins en financement de leurs sous projets. Les OP ont développé la mise à l'échelle de leurs sous projets au sein de leurs membres portant ainsi à 5 096 ha les superficies augmentées par elles-mêmes avec l'application des bonnes pratiques.

72. **Internalisation du conseil agricole.** Pour renforcer le niveau d'adoption des bonnes pratiques agricoles et d'élevage, le projet a facilité l'identification au niveau de chaque OP des Conseillers à l'Exploitation Familiale (CEF) chargés du conseil et suivi de mise en œuvre des activités des sous projets. Ces personnes ressources endogènes membres des OP, au nombre de 800 au départ, ont assuré en relation avec les Conseillers agricoles ruraux (CAR) la démultiplication des formations sur les bonnes pratiques agricoles et d'élevage et le suivi quotidien de la mise en œuvre des sous projets. Suite aux résultats encourageants et à la mise à l'échelle de leurs sous projets, certaines OP, ont recruté en leur sein 296 CEF supplémentaires portant actuellement ce nombre à 1096 personnes.

73. **Contractualisation entre OP et OM :** La mise en relation entre les OP et les OM a permis aux producteurs d'accéder aux marchés et de vendre à des prix rémunérateurs. A ce jour, le couple OP/OM est au nombre de 313. Ces couples constituent des leviers pour garantir aux petits producteurs et productrices, l'accès aux marchés. Il garantit également aux OM la disponibilité d'un produit de qualité.

74. **Information sur les marchés.** Dans le but de rendre transparentes les transactions commerciales entre les couples OP/OM, les Cadres nationaux d'interprofession filières (CNIF) donnent des informations sur les prix dans les marchés de référence. Les CNIF ont été formées sur l'utilisation de la plateforme « Yeglé » permettant de diffuser des informations sur le prix, les intrants, l'évolution des stocks, etc. Les CNIF à partir de leur page web disposent d'une base d'informations sur les prix, les Opérateurs de marché et les marchés.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Finaliser le test de l'application informatique du système de suivi-évaluation et démarrer son utilisation	RSE	31 décembre 2015
Procéder à l'évaluation de l'association pisciculture/maraîchage en termes de d'amélioration de l'alimentation, de fertilisation du sol et d'augmentation des revus des producteurs	RSE	31 mars 2016
Encourager les échanges entre projets FIDA pour partager la démarche du PAFA	Coord/FIDA/MAER	Permanent

E. Aspects fiduciaires

75. **Appréciation d'ensemble.** Les performances enregistrées par le PAFA dans la gestion des aspects fiduciaires sont globalement significatives. En effet : i) le taux moyen d'exécution des PTBA sur la période 2011/2014 est de 90% ; ii) le taux de décaissement du prêt/don/FIDA est de 97,11% (97,88%/prêt et 55,74%/don) ; iii) pour les bénéficiaires, ce taux est de 151,8%. Cependant, à environ cinq(05) mois de la date d'achèvement du Projet, le taux de décaissement du prêt/OFID (22,3%) et conséquemment celui de l'Etat (17,3%) dont la contrepartie est tributaire des investissements de l'OFID, restent encore à améliorer de façon significative. L'exécution du planning de réalisation des activités de l'OFID, validé avec l'Institution, permettra d'atteindre des niveaux de décaissement acceptables. Au plan opérationnel, les états financiers annuels ont été régulièrement transmis au FIDA dans les délais requis. Il en est de même des rapports d'audit dont les différentes observations, conclusions et recommandations n'ont pas remis en cause la gestion normée des activités administratives, financières et comptables du Projet.

76. **Logiciel de gestion.** A date, la prise en charge par la maison mère TOMATE, concepteur du logiciel des nouveaux formulaires de mobilisation des ressources (smart/SOE), n'est pas encore réalisée. Ainsi, la génération automatique des DRF, à partir du logiciel Tom2Pro n'est pas effective d'où l'établissement des DRF sous Excel depuis la DRF 33 du 03 février 2015.

77. **Gestion des Immobilisations.** L'inventaire des immobilisations, pour la clôture des comptes 2015 est programmé dans la période du 19 au 30 décembre 2015. Globalement, la gestion des immobilisations est sous contrôle notamment au niveau : i) de la codification et du marquage; ii) de la prise en charge comptable à travers le module immobilisation de Tom2Pro ; iii) des listes d'inventaires par bureau ; iv) de la documentation des mises à disposition de véhicules aux partenaires. L'assurance des véhicules immatriculés en ADTT et des autres immobilisations, reste du ressort de l'Agent Judiciaire de l'Etat. En matière de suivi des véhicules les carnets de bord sont disponibles et à jour.

78. **Gestion du personnel.** L'effectif actuel du projet est de 42 employés (18 cadres et 24 agents d'appui), dont : quinze (15)/PAFA/FIDA ; un (01) PAFA/OFID ; 14/PAFA-E/FIDA (04/siège, 10/antennes) ; trois (03)/Contrepartie ; sept (07)/BOAD et deux (02)/Don FEM. La prise de service du Spécialiste en filières agricoles (PAFA et PAFA-E) est prévue en décembre. L'UCP a déjà confié les questions liées à l'irrigation au Spécialiste en infrastructures. L'évaluation du personnel, fondée sur les objectifs en 2014 et des résultats atteints pour la même période, a été réalisée en février 2015. Les résultats y relatifs seront transmis au FIDA avant le 30 novembre. En ce qui concerne les missions et les déplacements, la mission a noté l'application de la règle de mise à disposition des frais de mission : 80% au départ et 20% à la fin de mission et sur la base des rapports de mission dont la revue a été satisfaisante.

Gestion financière et Décaissements

79. **PTBA d'achèvement 2015/2016.** Au 31/10/2015, ce PTBA, d'un montant de 2 994 170 000 FCFA, a été exécuté à hauteur de 1 241 356 344 FCFA, soit un taux d'exécution du budget de 41%. Les taux par bailleur sont respectivement de : 66%/Prêt/FIDA ; 70%/Don/FIDA ; 19%/Etat ; 30%/OFID ; 193%/Bénéficiaires ; 39%/Don FEM et 32%/BOAD. Les taux d'exécution par composante sont de : 38%/C1 ; 41%/C2 ; 46%/C3 ; 4%/FEM ; 72%/C/SAFIR. Pour le FEM, les composantes affichent les taux suivants : 36%/C1 ; 26%/C2 ; 39%/C3 ; 66%/C4 ; 66%/C5. En termes de projections à la date d'achèvement du 31/03/2016 et sur la base des engagements/prévisions de dépenses de la période considérée (1 455 493 097 FCFA), il est prévu d'atteindre un taux exécution du PTBA

d'environ 90% avec des taux par bailleur de : 90%/Prêt/FIDA ; 85%/Don/FIDA ; 91%/OFID ; 88%/FEM ; 93%/Etat ; 70%/BOAD et 193%/Bénéficiaires. Concernant le suivi de l'exécution des PTBA, le PAFA a enregistré les taux d'exécution suivants : 73%/2010-2011 ; 78%/2012 ; 94%/2013 ; 98%/2014, pour un taux moyen sur la période de 90%, ce qui est globalement satisfaisant.

80. A titre de rappel, le PTBA d'achèvement a pris en compte les activités de clôture (du 01/04/16 au 30/09/16), notamment : i) les charges de salaires du personnel réduit de clôture et le fonctionnement de la période ; ii) les coûts des audits des comptes arrêtés au 31/12/15 et au 30/09/16 ; iii) les dépenses relatives aux études thématiques et d'impact ainsi qu'au rapport d'achèvement ; iv) les droits du personnel à l'achèvement et à la clôture ; v) une provision éventuelle pour les retenues de garantie sur les marchés de travaux. Au plan opérationnel, ce PTBA/PPM 2015/2016 a été élaboré sur la base d'une logique de planification à rebours permettant d'assurer l'exécution des activités d'achèvement au plus tard le 31/03/2016. La demande de prorogation de la date d'achèvement des activités de l'OFID au 30/09/2016, introduite le 10/02/2015, pour assurer une prise en charge significative des investissements prévus, est en cours de traitement au niveau de l'Institution.

81. Déboursments par bailleur. Le coût du projet est de 31,609 millions USD. Au 31/10/15, les déboursments réels totaux se chiffrent à 19 868,05 millions USD, soit un taux de 62,9%. Les taux d'exécution par bailleur sont respectivement de : 95,1%/FIDA ; 55,7%/Don FIDA ; 22,3%/OFID ; 17,3%/ETAT ; 151,8%/Bénéficiaires. Les déboursments par bailleurs et par composante sont de : 75,1%/Composante 1 «Diversification Agricole et Accès au Marché» ; 39,3%/Composante 2 « Développement et Structuration des Filières » ; 89,1%/Composante 3 « Concertation Nationale, Gestion des Savoirs et Coordination ». Le taux de déboursments du FEM est de 35,3% et les taux par composantes se présentent comme suit : 20,8%/Composante 1 «Renforcement des capacités» ; 26,4%/Composante 2 « Récupération de l'eau et gestions des bassins versants » ; 39,6%/Composante 3 « Conservation de l'eau et efficacité de l'irrigation » ; 29%/Composante 4 «Suivi et évaluation» ; 57%/Composante 5 « Gestion du Projet ».

82. Registres des DRF/DPD. Le registre des DRF/DPD/FIDA est à jour à la DRF N°35/Prêt/FIDA, pour un montant total soumis de 6 743 484 535 FCFA dont 6 743 484 532 FCFA payés, soit un écart de 03 FCFA correspondant à la différence constatée sur la DRF N° 25. La DRF N° 36/Prêt/FIDA de 233 228 586 FCFA est en instance d'envoi et la DRF N° 37/Prêt/FIDA de 142 569 302 FCFA est en cours de finalisation. Le registre des DRF/Don/FIDA est également à jour à la DRF N° 05 pour un montant soumis et payé de 87 333 416 FCFA. La DRF N° 06/Don/FIDA de 32 072 912 FCFA est en cours de finalisation. En ce qui concerne l'OFID, le registre compte huit (08) DRF soumises de 1 215 196 796 FCFA dont 1 215 090 326 FCFA payés, soit un écart de 110 180 FCFA, correspondant à des frais bancaires non pris en charge par l'OFID. La DRF N° 09/Prêt/OFID de 51 688 882 FCFA est en préparation. Enfin, le registre des DRF/Don/FEM est aussi à jour à la DRF N° 04 pour un montant soumis et payé de 940 168 816 FCFA. La DRF N° 05 de 173 715 929 FCFA est en instance d'envoi et la DRF N° 06 de 158 985 255 FCFA est en cours de finalisation à l'UCP.

83. Décaissements du prêt FIDA. Au 31/10/15, le montant total décaissé à la DRF N° 35 est de 8 907 430,10 DTS, pour une dotation initiale de 9 100 000 DTS, soit un taux de décaissement réel de 97,88%, ce qui est «satisfaisant» selon les Profils de Décaissement de Projets (PDP/FIDA). En prenant en compte la DRF N° 36 en instance d'envoi au FIDA, pour un montant d'environ 278 601,12 DTS, le taux d'exécution sera de 98,89%. La DRF N° 37, relative aux dépenses du mois de juillet à octobre 2015 (222 903,95 DTS), portera le taux à 99,08%.

84. Décaissements du don FIDA. Le montant du Don est de 170 000 DTS. Au 31/10/15, le montant décaissé est de 94 766,23 DTS, soit un taux de décaissement réel de 55,74%, «plutôt insatisfaisant» selon le PDP/FIDA. En prenant en compte la DRF N° 06 en instance d'envoi au FIDA, pour un montant d'environ 53 119,32 DTS, le taux d'exécution sera de 86,99%. La DRF N° 07 de 11 004,89 DTS portera le taux à 93,46%.

85. Compte spécial Prêt et don FIDA. Le rapprochement du compte spécial prêt/don FIDA au 31/10/15, donne un solde reconstitué de 749 999 997 FCFA pour une dotation initiale de 750 000 000 FCFA, soit un écart de 03 FCFA, correspondant à la différence entre le montant soumis sur la DRF 25 et le montant payé. A cette date : i) le montant recouvré par FIDA est de 325 661 035 FCFA (43,42% de la dotation initiale) ; ii) la trésorerie disponible est de 9 673 520 FCFA (1,29%) ; iii) la DRF 36 d'un montant de 233 378 586 FCFA (31,12%) est en cours d'envoi à la Direction de l'Investissement pour contrôle et traitement iv) la DRF 37 en préparation est de 142 569 302 FCFA (19,01%) ; v) la DRF N° 06/Don/FIDA d'un montant de 32 072 912 FCFA (4,28%) est en cours

de finalisation à l'UCP ; vi) les montants retirés du compte spécial et en attente de justification (activités en cours) sont de 6 644 642 FCFA (0,88%).

86. Réallocation des ressources. Par lettre n° 0912949/MEFP/DGF/DI/DFM/BAA/id du 12 décembre 2014, une requête de réallocation des fonds du prêt a été adressée au FIDA avec comme souci de consolider les acquis des SPAM, de renforcer la capacité opérationnelle des tables filières et de prendre en compte les charges salariales induites par l'harmonisation des rémunérations au niveau des projets/FIDA. A moins d'en convenir autrement, le traitement de cette requête s'avère urgent pour conforter les catégories concernées.

87. Recouvrement de l'avance initiale. En janvier 2015, le PAFA a proposé au FIDA un plan de recouvrement de l'avance initiale de 750 00 000 FCFA dans la mesure où le solde du compte du prêt était devenu égal à deux (2) fois le dépôt initial. Ce plan devait permettre de prélever en remboursement 60% des montants des DRF 34,35 et 36, 75% de la DRF 37 et 100% de la DRF 38. A date, le montant prélevé sur les DRF 34 et 35 est de 560 139,56 DTS/325 661 035 FCFA. Les prélèvements prévus sur les DRF 36 en finalisation et 37 en préparation sont respectivement de 139 937 152 FCFA/187 206,36 DTS et 106 926 977 FCFA/152 582,06 DTS. Le montant résiduel sera de 177 474 837 FCFA/220 351,18 DTS et sera soldé par la DRF 38.

88. Décaissements OFID. Au 31/10/15, le montant total décaissé est de 1 215 090 326 FCFA (environ 2,01244 millions USD), pour une dotation initiale de 9,028 millions USD, soit un taux de décaissement réel de 22,3%, «insatisfaisant» selon le PDP/FIDA. En tenant compte de la DRF N°09, en préparation, pour un montant de 51 688 882 FCFA (environ 85 607,38 USD), le taux sera de 23,24%. L'exécution du planning de réalisation des activités OFID, élaboré par le PAFA à la demande de l'Institution pour soutenir la requête de prorogation de la date d'achèvement desdites activités au 30/09/2016, va permettre d'atteindre des taux de décaissement de 30,88%, au 31/03/2016 et 65,52%, au 30/09/2016. Il est important que cette question de prorogation soit résolue avant le 31/12/15, date d'achèvement des activités OFID.

89. Compte spécial OFID. Le rapprochement du compte spécial prêt/OFID au 31/10/15, donne un solde reconstitué de 249 889 820 FCFA, pour une avance initiale de 250 millions de FCFA, soit un écart de 110 180 FCFA (0,05% du CS) en moins dans le compte spécial, correspondant aux frais bancaires que la banque devait rembourser depuis le 30/04/13. La trésorerie disponible est de 198 200 938 FCFA (79,28% de la dotation initiale) et la DRF N° 09 d'un montant de 51 688 882 FCFA (20,67% du CS), est en préparation à l'UCP.

90. Décaissements FEM. Au 31/10/15, le montant total décaissé à la DRF N° 04 est de 1 767 264,16 USD, pour une dotation initiale de 5 000 000 USD, soit un taux de décaissement réel de 35,35%, «modérément satisfaisant» selon le PDP/FIDA. En prenant en compte la DRF N° 05 en phase de finalisation à l'UCP qui prend en compte les dépenses effectuées du mois juillet 2015, pour un montant d'environ 287 709,19 USD et la DRF N° 06 en préparation de 263 312,17 USD (dépenses aout/septembre/octobre), le taux d'exécution sera de 46,37%. Les engagements de novembre 2015 au 31 mars 2016 sont estimés à 1 045 135 260 FCFA, soit environ 1 730 958,214 USD. En supposant l'exécution totale de ce montant et sa mobilisation, les ressources décaissées sur le Don seraient de 4 049 243 ,73 USD (décaissements réels à la DRF N° 04/1 767 264,16 USD ; estimation DRF N° 05 en finalisation/287 709,19 USD et DRF N° 06 en préparation /263 312,17 USD ; prévisions de dépenses/1 730 958, 21 USD). Le solde du compte du Don qui serait alors de 950 756,27 USD (environ 573 306 000 FCFA) pourrait servir à financer les activités de réalisation de bassins versants prévues, dans le protocole en cours de signature avec la DBRLA.

91. Compte spécial FEM. Le rapprochement du compte spécial Don/FEM au 31/10/15, donne un compte reconstitué de 400 000 000 FCFA, correspondant à l'avance initiale (aucun écart n'a été relevé). A cette date : i) la trésorerie est de 67 298 816 FCFA (16,82% de la dotation initiale) ; ii) la DRF N° 05 en finalisation est de 173 715 929 FCFA (43,43 du CS) : iii) la DRF 06 en préparation est de 158 985 255 FCFA (39,75% du CS).

92. Service d'appui à la Finance Rurale (SAFIR). Pour rappel, le SAFIR est ancré au PAFA, de façon transitoire, depuis mars 2013. L'accord de Prêt BOAD, signé le 16 décembre 2005, est entré en vigueur le 31 mai 2006. La Date Limite de Mobilisation (DLM) du prêt BOAD, initialement fixée au 30 mars 2014 a été prorogée au 31 décembre 2015. Le rapprochement du compte d'avance BOAD au 31/10/15, donne un montant reconstitué de 70 000 000 FCFA, correspondant à l'avance initiale (aucun écart n'a été relevé). A cette date : i) la trésorerie est de 660 308 FCFA (0,94% de la dotation

initiale). ii) la DRF en instance de paiement à la BOAD de 51 541 584 FCFA (73,63%) ; iii) la DRF 15 en préparation de 17 798 108 FCFA (25,43%).

93. Par ailleurs, à la date du 31/10/2015, le SAFIR a facilité le financement de 951 requêtes de 1 024 367 470 FCFA, pour un objectif initial de 990 requêtes de un (01) milliard FCFA, soit des taux d'exécution de 96% en terme quantitatif et 102,43% pour le volet financier. En l'absence de rapports des faïtières et sur la base des recoupements effectués par les Responsables Locaux du SAFIR, lors des missions d'appui aux recouvrements, auprès des institutions à la base, le taux de remboursement se situe à environ 90%. Il faut également souligner que pour le PTBA 2015, trente-sept (37) requêtes ont été satisfaites pour une enveloppe de 80 606 180 FCFA dont dix (10) bénéficiaires du PAFA, pour un montant de 45 500 000 FCFA et vingt-sept (27) OP du PADAER, pour 35 106 180 FCFA. Dans le même temps, dix-huit (18) dossiers d'un montant global de 29 305 000 FCFA sont en phase d'instruction au niveau des SFD partenaires (4 concernent le PAFA pour 20 000 000 FCFA et 14 le PADAER pour 9 305 000 FCFA).

94. Par ailleurs, le rapport définitif de l'étude sur la pérennisation du SAFIR, a été transmis le 27/10/2015 au MAER avec l'avis de non objection de la BOAD du 19/09/2015. Le cabinet a proposé l'intégration du SAFIR au Fonds d'Appui au Développement du Secteur Rural (FADSR) comme option de pérennisation des acquis du SAFIR. A cet égard, le Ministre de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural a approuvé les conclusions de ladite étude. Dans ce cadre, il a adressé une correspondance n° 2471/MAER/PAFA, au Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, accompagnée du rapport final de l'étude, des projets d'avenant aux accords de rétrocession à signer avec les différentes Institutions Financières ainsi que les tableaux d'amortissement révisés afin de permettre le remboursement des créances par les Institutions Financières partenaires.

95. La mission a été informée de l'évolution des travaux de construction des cinq (05) guichets, dont la réception des gros œuvres est prévue le 30/11/2015. Enfin, les Institutions partenaires (UIMCEC, URMECS et CAURIE MF) ont déjà reçu les dotations d'équipements prévues.

96. Par ailleurs, le montant total des refinancements effectués en deux (02) tranches au profit des SFD partenaires se chiffre à 804 000 000 FCFA dont 380 millions FCFA/UIMCEC ; 180 millions FCFA/ URMECS ; 110 millions FCFA/CAURIE MF ; 84 millions FCFA/ASACAS et 50 millions FCFA/DIMBALANTE. Les remboursements des SFD ne sont pas encore effectifs. Le projet a transmis à l'Etat, après avoir échangé avec les SFD, une proposition de tableaux d'amortissement en dix (10) semestrialités à compter du 31 mars 2016 pour les premières échéances et un projet d'accord de rétrocession sur 5 ans. Le compte devant recevoir lesdits remboursements a été ouvert le 13 avril 2015 à la CNCAS sous le nom : SAFIR/PAFA-BOAD et sous le N° 0001074471 01 (F) clé RIB : 96 clé IBAN : 86.

97. Enfin, en ce qui concerne, le compte "fonds de garantie/BOAD", ouvert par le PROMER II/FIDA, le projet a adressé une lettre à la Tutelle pour que le transfert des pouvoir de signatures soit pris en compte dans le processus d'arrimage du SAFIR au FADSR.

98. **Financement de la contrepartie.** Les prévisions globales en matière de contrepartie sur la durée du Projet se chiffrent à 5,75 millions USD. Pour rappel, la contrepartie de l'Etat est constituée : i) des 18% de TVA et droits de douane sur les acquisitions ; ii) des 7% de prise en charge du coût des infrastructures communautaires sur ressources BCI ; iii) de l'assurance maladie du personnel et des salaires/charges sociales de trois (03) agents d'appui. Au 31/10/2015, les ressources mobilisées à ce titre à travers l'exécution des PTBA sont de 0, 9966 millions USD soit un taux de réalisation de 53% (36,71%/BCI et 71,83%/taxes) et un taux de mobilisation de 17,3% par rapport au montant total des fonds de contrepartie prévus pour la mise en œuvre des activités du Projet. Le niveau d'exécution du BCI reste tributaire de la réalisation et du paiement des infrastructures sur financement/OFID (pistes, magasins de collecte primaire et/ou de stockage). Pour mémoire, les prévisions de taxes (613 516 088 FCFA) sur les activités à achever notamment sur celles de l'OFID et la mise en place du BIC 2016 (350 000 000 FCFA) vont porter le taux d'exécution de la contrepartie à 45%. Le niveau relativement moyen de la réalisation de la contrepartie procède notamment d'inscriptions budgétaires en matière de BCI non entièrement exécutées et d'une comptabilisation des taxes à optimiser. A titre informatif, une dotation de 322 millions FCFA a été inscrite pour le BCI 2016.

99. **Trésorerie et Dettes.** Au 31/10/15, les soldes créditeurs des banques/caisses totalisent un montant 278 610 576 FCFA (278 302 782 FCFA/Banque et 307 794 FCFA/Caisses) dont 9 673 520 FCFA/FIDA ; 67 298 816 FCFA/FEM ; 198 200 938 FCFA/OFID ; 662 102 FCFA/BOAD ; 2 775 200

FCFA/Contrepartie. A la même date, les engagements échus se chiffrent à 184 961 281 FCFA dont : 7 485 737 FCFA/FIDA ; 31 578 000 FCFA/FEM ; 31 680 337 FCFA/OFID ; 13 277 200 FCFA/BOAD ; 26 398 478 FCFA/ETAT/TVA et 69 106 841 FCFA/ETAT/BCI.

100. **Contribution des Bénéficiaires.** Au 31/10/15, les bénéficiaires ont contribué à hauteur 1 538 175 622 FCFA (2 547 534,11 USD), soit 151,8% de la contribution attendue au cours de la mise en œuvre du projet qui est de 1,678 millions USD.

Dispositions de l'accord de prêt.

101. Passation des marchés. Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, la maîtrise d'ouvrage des infrastructures communautaires est assurée par les collectivités locales, en association avec les bénéficiaires des infrastructures (lancement des appels d'offres pour le recrutement des prestataires chargés de la maîtrise d'œuvre et de la construction). Le suivi de la passation des marchés/contractualisation ne concerne que les demandes de renseignements et de prix (DRP) de l'UCP et ce, à l'exclusion des demandes de cotations qui sont des éléments inférieurs à trois (03) millions de francs CFA et ne sont pas de ce fait, inscrits dans le plan de passation des marchés. Pour 2015, une seule DERP concernant le recrutement de la société d'assurance ASKIA a été lancée elle n'appelle pas d'observation particulière. Par ailleurs, le registre des contrats est à jour. Cependant, le tableau des contrats, conventions et protocoles en cours d'exécution avec les délais d'exécution, les montants payés, les pourcentages de décaissement, et les niveaux d'exécution physique à compléter par le RSE.

102. Etats Certifiés des Dépenses. A titre de rappel, le projet est sous le régime de décaissement « Smart/SOE » pour le lequel aucune pièce justificative n'accompagne les DRF transmises au FIDA pour la mobilisation des ressources. Dès lors, la revue des justificatifs a été effectuée sur un échantillon de 76 sur 254 pièces de la DRF 35/FIDA et 42 pièces sur 139 de la DRF 04/FEM. Cet examen fait ressortir les améliorations suivantes à mettre en œuvre : i) compléter le classement pour rendre les pièces constitutives des liasses de règlement plus exhaustives ; ii) rendre systématique les mentions de certification, de bon à payer et de compostage/d'annulation des factures ; iii) établir pour les paiements groupés une fiche récapitulative facilitant le contrôle. A titre de rappel, le « double contrôle » mis en place au niveau de la Direction de l'Investissement (DI/MEF) permet d'assurer une sécurité supplémentaire pour la fiabilité des DRF soumises en paiement.

103. Suivi des conventions et protocoles. Au titre des accords de partenariat pour l'année 2015, 79 234 146 FCFA ont été soumis pour paiement dont 72 586 086 FCFA décaissés, soit 91,6%.

104. Financement des sous- projets. Au 31/10/15, les financements totaux, relatifs à la mise en œuvre des sous projets d'accès au marché (première, deuxième et troisième génération) et des sous projets de développement de filières, se chiffrent (en millions) à 4 537 946 085 FCFA dont : i) 2 999 770 463 FCFA/PAFA (66,10%) ; ii) 1 538 175 622 FCFA/Bénéficiaires (33,90%). Pour une répartition initiale de 80%/FIDA et 20%/Bénéficiaires, les résultats atteints au 31/05/2015, montrent que le mécanisme de dégressivité de l'appui au PAFA a bien fonctionné.

Comptabilité, Audit et Suivi/supervision

105. Comptabilité 2015. Toutes les codifications ainsi que les saisies des pièces justificatives comptables ont été prises en charge jusqu'au 31/10/15. Ainsi les situations comptables ont été rendues disponibles, notamment les grand-livres général et analytique, les balances générale et analytique ainsi que les analyses de compte. De même, les rapprochements bancaires mensuels des huit (08) comptes du Projet sont à jour. En outre, les reconstitutions mensuelles des comptes spéciaux de janvier à octobre 2015 ont été effectuées, établissant ainsi une bonne tradition de suivi des comptes. Cependant, le sous compte spécial FIDA/Kaolack présente une écriture en suspens (01) de plus de 90 jours de 732 160 FCFA/IPRES de décembre 2013. A cet égard, il est urgent de prendre les dispositions nécessaires pour régulariser cette situation. Par ailleurs, la gestion de la caisse de menues dépenses n'appelle pas d'observation particulière en ce qui concerne le respect des dispositions du manuel de procédures (plafond de caisse, maximum de paiement, seuil de renouvellement et justification des paiements).

106. Audit 2014. L'audit des comptes du projet a été réalisé du 01/04 au 20/04/15 et il a porté sur l'exercice clos au 31/12/14. Trois (3) rapports provisoires ont été produits à savoir : i) audit des comptes (états financiers) ; ii) utilisation des fonds ; iii) certification des dépenses et contrôle interne. Globalement l'auditeur a attesté que les états financiers sont réguliers et sincères et qu'il n'avait pas

d'observations significatives susceptibles de remettre en cause la régularité et la sincérité des comptes et sous comptes du projet (compte spécial/prêt/don/FIDA, compte spécial/OFID, compte de contrepartie/ETAT). En outre l'auditeur a procédé à la certification de l'éligibilité des dépenses, de l'état de l'actif et du matériel et de la situation de trésorerie. En matière d'amélioration et du fait de la mise en œuvre de PAFA-E, il est proposé de procéder notamment à la systématisation des contrôles de validation des comptes en particulier : i) concordance entre engagements et trésorerie ; ii) génération automatique du tableau de suivi des sous projets à travers le module du logiciel Tom2PRO.

107. Audit 2015. La sélection du cabinet chargé d'effectuer l'audit des comptes de l'exercice clos au 31/12/2015 et au 30/09/2016 (clôture du PAFA), ainsi que celui du PAFA-E au 31/12/2015, est en cours de traitement au niveau de la Direction de l'Investissement (DI/MEF).

108. Planning d'arrêté et d'audit des comptes 2015. Le planning ci- après a été convenu avec l'UCP

- Inventaire des immobilisations du 19 au 30/12/2015;
- Arrêté de caisse : 31/12/2015;
- Arrêté de stock : 31/12/2015;
- Justification et apurement des avances pour toutes les activités achevées pendant la période de référence : 31/12/2015;
- Production des états comptables : 28/02/2016;
- Analyse des comptes et établissements des états financiers : 15/03/2016;
- Transmissions des états financiers au FIDA : 31/03/2016;
- Audit des comptes 2015 avec rapports provisoires du 01 au 30/04/2016;
- Transmission du rapport définitif au FIDA : 30/05/2016.

109. Suivi supervision. A l'exception de la réallocation des ressources du prêt/FIDA, toutes les autres recommandations de la dernière mission de supervision en matière fiduciaire ont été mises en œuvre ou sont en cours d'exécution,

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Paramétrer dans le logiciel Tom2pro, les nouveaux formulaires de mobilisation des ressources (Smart/SOE) pour la génération automatique des DRF.	RAF/ CPT1/ CABINET	31/12/2015
Transmettre au FIDA le rapport d'évaluation du personnel au FIDA	Coordo/RAF/	30/11/2015
Assurer un suivi de proximité (engagements et prévisions de dépenses) du PTBA 2015 pour atteindre un taux d'exécution d'au moins 90% au 31/03/2016.	Coordo/RAF	30/03/2016
Transmettre les DRF en instance d'envoi et finaliser les DRF en préparation : DRF 36 et 37/FIDA ; DRF 09/OFID ; DRF 05 et 06/FEM.	RAF/CPT1/	15/12/2015
Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial OFID de 110 180 FCFA	Coordo/RAF/DI	31/12/2015
Statuer sur la demande de réallocation des ressources du prêt/FIDA.	FIDA	31/12/2015
Prendre les dispositions nécessaires pour : i) la validation des tableaux d'amortissement révisés afin de permettre le remboursement des créances des IMF ; ii) la signature des conventions de refinancement liant l'Etat aux Institutions partenaires.	MEF	31/12/2015
Assurer : i) le suivi de la mise en place de la contrepartie dans le cadre des investissements de l'OFID ; ii) le recensement exhaustif et la comptabilisation de la contrepartie taxes.	RAF/CPT1/ACO	31/12/2015
Prendre en compte les améliorations proposées pour conforter les ECD	RAF/CPT1/AC	Pour mémoire
Respecter le planning d'arrêté et d'audit des comptes 2015.	RAF/CPT1	31/03/2016 et 31/05/2016

F. Durabilité

110. Les résultats obtenus sur les différentes filières par le PAFA sont fort appréciables et les témoignages des bénéficiaires sur le terrain le confirment. Depuis le démarrage du projet l'accent a été mis sur la pérennisation des activités du Projet et sur la mise à l'échelle. La stratégie de sortie développée par le PAFA est adoptée dans le cadre de la mise en œuvre du PAFA-E et d'autres projets et programmes.

111. **Relations OP/OM.** La mise en relation des opérateurs de marché (OM) avec les organisations de producteurs (OP) à travers la contractualisation commerciale portant sur des excédents de production à des prix rémunérateurs a permis de tisser une relation de confiance et de garantir l'accès au marché. Les produits mis en marché sont de meilleure qualité avec des prix plus attractifs. Cette confiance mutuelle entre OP et OM est le garant de la poursuite de la relation OP/OM. Depuis trois (3) années, les cadres interprofessionnels conduisent tous le processus de contractualisation, de suivi de la commercialisation et la gestion des conflits entre acteurs. Ces activités de l'intermédiation et de suivi des cadres interprofessionnels sont entièrement financées par les couples OP/OM à travers des frais de signature de contrats (4 000 F CFA par contrat).

112. **Le cofinancement dégressif.** Cette stratégie de cofinancement dégressif sur trois années entre le Projet et les acteurs des filières a permis de garantir la durabilité pour l'acquisition d'intrants à travers un mécanisme « épargne intrants ». Le producteur dépose en nature auprès de l'organisation de producteurs après la récolte, une quantité équivalente à sa contribution pour l'achat d'intrants de la campagne suivante.

113. **Participation des OM au financement des activités des OP.** Le financement par les OM des intrants et équipement agricoles des OP qui représente actuellement environ 30% du total de financement et qui s'accroît d'année en année est un véritable gage de durabilité. La création de 4 cadres nationaux d'interprofession filières (CNIF) permet d'assurer le suivi de la commercialisation et le respect des contrats OM-OP.

114. **La gestion communautaire du matériel agricole.** Elle consiste à mettre en place un lot de matériels (semoirs et houes) au niveau des OP porteuses des SPAM et, sur la base d'un calendrier accepté, le comité de gestion met à la disposition des ménages ce matériel. Cette initiative renforce la cohésion au sein du groupement et permet aux femmes et aux jeunes ruraux de disposer de matériels agricoles et de pouvoir semer en même temps que les autres en respectant les itinéraires techniques.

115. **La promotion du consommateur local.** Afin de promouvoir le « consommateur local », le projet a facilité la formation de maîtres hôteliers et restaurateurs de la zone d'intervention. Cela accroît la demande en produits transformés et assure la régulation du marché. Deux restaurants spécialisés dans les plats locaux sont ouverts à Nganda et à Kaolack. Le restaurant de Nganda vient de remporter le Grand Prix des Innovations du Chef de l'Etat. L'innovation a porté sur la fabrication du jus de Nguer². Les émissions « waagnou PAFA » réalisées à travers les chaînes de télévision et les caravanes promotion des produits locaux participent à la promotion du consommé local.

116. **La promotion de la farine enrichie.** Pour contribuer à la lutte contre la malnutrition infantile dans sa zone d'intervention, les opérateurs de marché « Xaritou Xaleyi³ » de Koungheul et ETS Keur Yaye Abi Ndao de Kaolack, Association des Femmes de Ndoukoumane (AFND), Manko de Guinguiné, appuyés par le PAFA, ont développé, une farine enrichie pour les enfants de six (6) mois à deux (2) ans. La farine est constituée des produits locaux suivants : maïs, mil, niébé, huile de palme, etc. Cette farine est en train d'être utilisée par les ONG ASBEF, Plan International et CCF, l'Agence d'Exécution du Programme Nationale de Nutrition. Suite à l'amélioration de l'emballage, le produit est en vente dans les rayons des pharmacies, dans les boutiques et dans les grandes surfaces.

117. **Le cérélac à base de mil.** Grâce à un partenariat Nestlé et ALIF Groupe engagé dans les contrats OP/OM, le cérélac à base de mil a été mis sur le marché depuis juin 2014. Ce produit est aujourd'hui distribué dans les pharmacies et dans les grandes surfaces.

² Le Sirop de Nguer de la fédération des productrices et transformateurs de Nganda a obtenu de prix de l'innovation 2015.

³ Xaritou Xaleyi a obtenu le grand prix du chef de l'Etat pour la transformation en 2014.

118. **Gestion et maintenance des infrastructures.** La mise en place des comités de gestion et de maintenance des infrastructures communautaires et des équipements d'irrigation fonctionnels, ainsi que le recouvrement de redevances pour le renouvellement des équipements de pompage constituent des garanties de pérennisation des investissements au-delà de la vie du Projet.

119. **Partenariat.** Pour assurer la durabilité des actions du Projet, la stratégie mise en œuvre a consisté à tisser un partenariat très soutenu avec les structures techniques, les ONG et le privé (PPP). L'intervention du 4P vient apporter une synergie d'actions pour relever les enjeux de la valorisation des produits agricoles.

G. Autres

120. **Communication.** En vue de rendre visibles ses résultats, le Projet a signé depuis le début des protocoles avec des radios locales. C'est ainsi qu'il a réactualisé son protocole avec la radio Sud FM Kaolack, RTS Diourbel, Niombato FM(Fatick). 30 émissions à travers les radios portant sur la préparation de la campagne, la démarche du projet, les événements et activités qui rythment la vie du projet ont été réalisées. Un partenariat a été noué avec la Radio Télévision Sénégalaise (RTS) pour la production de reportages (grands formats ou d'émissions Renn Kom Kom).

121. En vue de valoriser le consommateur local dans l'ensemble du territoire national, le PAFA a initié les émissions « Wagnou PAFA » qui diffusent la préparation de mets et plats à base de céréales locales sur la Télévision Futur Média(TFM) et sur la RTS. 15 émissions ont été réalisées et diffusées. Elles ont créé un grand engouement au sein du public sénégalais.

122. Un partenariat a été noué avec le Journal Agropasteur qui publie des articles sur les activités du projet (Participation FIARA, SIAGRO, revue, supervisions autres événements).

123. Des films documentaires sont réalisés également dans le cadre de l'adaptation aux changements climatiques.

124. **Partenariat.** Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, le projet a développé un fort réseau de partenariat avec les différents services étatiques. Ce partenariat est axé sur la complémentarité entre partenaires d'une part, et la mise en relation entre les OP et leurs membres et les structures pérennes de l'Etat d'autre part.

125. Le partenariat œuvre pour le renforcement en dynamique organisationnelle des OP et OM, le renforcement des relations entre les OP et les services techniques déconcentrés de l'Etat à savoir l'ANCAR, ARD, DRDR, SRADL, SRDC, INP, CSA, DEEC, ISRA, UCAD, ISFAR etc. En outre, Le développement de PPP constitue un élément de renfort de la durabilité des actions portées par les OP. Ainsi, la stratégie du PAFA assure une capitalisation des acquis du Projet et une pérennisation de ses activités.

126. Le cadre de partenariat ainsi défini concerne 24 services techniques pérennes, 07 chambres consulaires (CCIA et chambres de métiers), 04 ONG, quatre (04) Cadre Interprofessionnels, 01 Coopérative pour l'aviculture villageoise améliorée, 05 coopératives de transformateurs des régions de Thiès, Kaolack, Kaffrine, Fatick, Diourbel. L'appui logistique apporté aux services techniques permet une plus grande efficacité des interventions. Ce partenariat fait l'objet d'une évaluation annuelle. On note que les services rendus sont de qualités.

H. Stratégie de sortie.

127. Afin de pérenniser les acquis, le PAFA a mis en œuvre dès son démarrage une stratégie de sortie. Celle-ci repose sur (i) la mobilisation sociale des personnes ressources endogène au sein des OP qui assurent le conseil de proximité et permettent aux OP de continuer à apporter un conseil agricole aux producteurs membres de leur organisation sans l'appui du projet; (ii) la mise en place des mécanismes de financement des intrants basé sur (a) l'épargne en nature des excédents de production ; (b) un partenariat avec les institutions de financement ; (c) une capitalisation à travers des subventions dégressives ; (d) des fonds de roulement fournis par les OM dans le cadre de la contractualisation OP-OM. Ceci a permis aux OP appuyées par le projet de financer leurs activités sans l'appui du projet; (iv) la mise en relation des opérateurs de marché (OM) et les organisations de producteurs (OP) à travers les contrats de ventes des excédents de production à des prix rémunérateurs. Cette contractualisation, combinée avec les autres outils du projet, a permis

aux OP de d'avoir un marché garanti pour la vente de leurs produits à des prix rémunérateurs; elle a permis également de structurer des filières qui intéressent aujourd'hui de plus en plus le secteur agro-industriel formel, ainsi que les commerçants. Enfin, cette contractualisation facilite aujourd'hui l'intervention des OM dans des filières qui étaient traditionnellement caractérisées par des petites transactions et un coût de transaction élevé ; (v) une augmentation de la productivité agricole par l'accès des petits producteurs à des semences certifiées, des engrais et pesticides en doses recommandées, du matériel agricole qui permet aujourd'hui aux OP de dégager un important surplus de production commercialisable ; (vi) la mise en place des Tables Filières (TF) qui assurent la gouvernance des filières ciblées.(vii) le développement des partenariats avec les partenaires publics et privés renforce la durabilité des actions portées par les OP. Comme on peut le constater la stratégie de sortie mise en place par le PAFA est judicieuse et efficace. De plus, les bénéficiaires sont bien motivés et déterminés de capitaliser les acquis car ils/elles perçoivent clairement l'impact positif sur leurs conditions de vie.

I. Conclusion

128. A environ 4 mois de sa date d'achèvement prévue pour le 31 mars 2016, le Projet a atteint des résultats très significatifs dans différents domaines. Globalement, le projet a touché directement 33.924 ménages ruraux vulnérables, pour une prévision de 14 000 ménages (Document de conception du projet), soit un taux de 242,31%. De très bons résultats ont également été atteints dans les domaines de la sécurité alimentaires avec 82% de la population ciblée ne connaissant plus de période de soudure. Les rendements de cultures appuyées par le Projet ont été au moins doublés, permettant aux bénéficiaires de répondre adéquatement à leurs besoins d'autoconsommation, à l'achat d'intrants agricoles et à la mise sur le marché d'environ un tiers de leur production pour répondre à d'autres besoins non alimentaires, notamment l'éducation des enfants, la santé et l'investissement dans des biens durables. Des résultats très intéressants ont aussi été atteints dans l'amélioration de l'aviculture villageoise, ce qui a permis à 1966 ménages, dont 92% de femmes, de mettre sur le marché des sujets d'une valeur de 1 680 000 FCFA par an et par ménage. Les résultats probants obtenus en matière de ciblage, genre et inclusion des jeunes, ont permis au Projet de recevoir la récompense du FIDA de 2015 dans ce domaine. Enfin, le projet a généré de nombreuses innovations et de bonnes pratiques qui sont déjà répliquées non seulement par le PAFA-Extension mais également par des projets financés par d'autres bailleurs de fonds.

129. Cependant, au regard de ces bons résultats atteints, il est important de procéder à une bonne capitalisation des bonnes pratiques et des innovations générées, et d'assurer un large partage de ces acquis.

130. Enfin, faisant suite à la proposition de transfert de la ligne de financement SAFIR au Fonds d'appui au développement du secteur rural (FADSR), des dispositions devront être prises dans les meilleurs délais pour que le Fonds reste, comme le SAFIR, une des principales sources de financement des petits producteurs et de leurs organisations appuyés par les projets PAFA, PAFA-Extension et PADAER, à des conditions abordables. Enfin, la mission s'adhère à la décision prise par le Ministre du MAER de l'intégration du SAFIR au FADSR et invite le Ministère à accélérer l'opérationnalisation de cette décision au plus tard le 31 décembre 2015 pour assurer la continuité de l'appui financier du SAFIR en cours auprès d'un bon nombre des organisations des producteurs appuyées par le PAFA, PAFA-E et PADAER.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Projet et notes attribuées au 31 octobre 2015

Projet 1414 [1100001414] Projet d'appui aux filières agricoles - Brouillon

Faits essentiels

Pays	Sénégal	No. du projet	1414 [1100001414]	No. du prêt/don DSF	1000003161, 1000003169
Projet	Projet d'appui aux filières agricoles			Prêt/don DSF suppl.	1000004202
Date de mise à jour	15/11/2015				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	8	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	3		
Dernière Supervision	22/05/2015	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	31/12/2014		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	11/09/2008			Coût total	36.61	
Accord	08/10/2008	Délai d'entrée en vigueur	17.1	FIDA Total	15.16	
Entrée en vigueur	05/02/2010	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	14.89	95
Premier décaissement	12/11/2010			Don DSF		
Examen à mi-parcours	13/09/2014	Dernier amendement		Don FIDA	0.27	56
Achèvement initiale	31/03/2016	Dernier audit	02/06/2015	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/03/2016			Financement national total	7.42	
Clôture	30/09/2016			Beneficiaries	1.68	152
Nbre de prolongations	0			National Govern	5.75	17
				Cofinancement total externes	14.03	
				OFID	9.03	22
				GEF	5.00	35

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	6	5	1. Qualité de la gestion du projet	5	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	6	5	2. Exécution du S&E	5	5

3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	6	6
4. Conformité à l'accord de financement	5	5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	6	6
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	5	6
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	6	6
			7. Innovation et leçons apprises	5	6
			8. Prise en climat et environnement	5	5

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Diversification agricole et accès au marché	4	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	5	5
2. Développement et structuration des filières	5	6	2. Autonomisation	5	6
3. Adaptation aux Changements Climatiques.	4	5	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	6
			4. Adaptabilité des prestataires de services	5	5
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	5	5
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	5	6

B.4 Justification des notes

Le PAFA a généré beaucoup d'innovations et des bonnes pratiques. A travers sa mise qui se fait de façon flexible en prenant en compte les conditions réelles du terrain, des bonnes leçons ont été apprises ont été apprises et bien valorisées. Parmi les innovations, bon nombre d'entre elles ont été testées et validées, et certaines en cours d'être mises à l'échelle. Celles-ci concernent la contractualisation commerciale entre OP et OM, la subvention dégressive comme moyen d'accès des groupes vulnérables aux services financiers (crédit en particulier), le consommateur local (consommer ce que tu produis) pour augmenter la demande locale, la gestion communautaire des équipements permettant aux petits producteurs et aux groupes le plus vulnérable d'avoir l'accès au matériel agricole à temps ; le conseiller à l'exploitation familiale (CEF) au sein des OP pour assurer le conseil agricole de proximité. Le PAFA-Extension mets déjà les bonnes pratiques et innovations générées par le PAFA. De plus, certains projets financés par d'autres partenaires ont commencé à adopter les bonnes pratiques du PAFA. Les OP du PAFA sont sollicitées à appuyer les projets financés par d'autres partenaires et certains CEF sont aujourd'hui sollicités par les partenaires pour appuyer les producteurs/éleveurs.

B.5 Justification des notes

En 4 ans, le PAFA a touché directement 33.924 ménages ruraux vulnérables : 242,3% des cibles (14 000. Le PAFA a amélioré sensiblement la sécurité alimentaire des populations. 82% de ménages ne rencontrent plus de période de soudure. Les rendements, ont plus que doublé dans l'ensemble des cultures le mil est passé de 653 kg/ha à 1 625 kg/ha soit 148% d'augmentation, le sorgho 619 kg/ha à 1 278 kg/ha (106% d'augmentation), le niébé de 350 kg/ha à 712 kg/ha (103% d'augmentation) ; le bissap de 200 kg/ha à 650 kg/ha (325%), le sésame de 300 kg/ha à 678 kg/ha (126%) et le maïs de 900 kg/ha à 2 738 kg/ha (204%). Pour la campagne agricole 2014/2015, 310 contrats signés par les couples OP/OM favorisant une commercialisation d'environ 12.854 tonnes (soit 37%) de la production à des prix attractifs, avec une prime qualité de 10% à 15%. Les femmes constituent 62% des bénéficiaires de SP, 38% des CEF, 90% des OP transformatrices, 59% des bénéficiaires des projets de filières et 71% pour les périmètres maraichers. Le PAFA a leur facilité l'accès équitable aux ressources et services du Projet, l'amélioration de leur statut social et économique : les superficies emblavées sont équitables pour hommes, femmes et jeunes (2 ha :mil ; 1,5 ha sésame ; 1 ha niébé ; 1 ha maïs et 0,5 ha bissap). À travers l'autofinancement, les OP, se poursuit la mise en échelle des sous projets environ 3700 ménages sont financés à 100 % par les OP. La durabilité des acquis a été intégrée par le projet depuis le démarrage ; ainsi, un programme de veille a été mis en place pour le suivi des indicateurs de durabilité Le système de suivi évaluation du PAFA est fonctionnel et fournit les informations pour la planification et la prise de décisions. Il permet de renseigner les indicateurs d'activités, de produits et d'effets. Les rapports sur l'avancement du projet sont produits régulièrement. La cellule Suivi-évaluation dispose d'un outil de planification

et de suivi des activités du PTBA qui permet d'avoir l'état de mise en œuvre physique par activité, et composante. Une nombre significatif d'innovations et bonnes pratiques ont été identifiées et consolidées ; le PAFA devra les capitaliser et les documenter pour soutenir leur mise à échelle. Les performances en gestion des aspects fiduciaires sont globalement significatives : i) le taux moyen d'exécution des PTBA sur la période 2011/2014 est de 90% ; ii) le taux de décaissement du prêt/don/ 97,11% (97,88%/prêt et 55,74%/don) ; iii) bénéficiaires, 151,8%. Cependant, à environ cinq (05) mois de la date d'achèvement du Projet, le taux de décaissement du prêt/OFID (22,3%) et conséquemment celui de l'Etat (17,3%) dont la contrepartie est tributaire des investissements de l'OFID, restent encore à améliorer. L'exécution du planning des réalisations des activités de l'OFID, validé avec l'institution, permettra d'atteindre des niveaux de décaissement acceptables. Au plan opérationnel, les états financiers annuels ont été transmis au FIDA dans les délais requis de même les rapports d'audit dont les observations, conclusions et recommandations n'ont pas remis en cause la gestion normée des activités administratives, financières et comptables.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	5	5
C.2 Sécurité alimentaire	5	6
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	5	5
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	5	6

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Le projet a fortement amélioré la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages. Les ménages disposent d'un stock de mil, sorgho, niébé et maïs pour plus de 12 mois. Le projet a appuyé trois (3) unités de transformation à développer une farine enrichie composée de produits locaux pour les enfants de 0 à 6 mois. La multinationale Nestlé vient de mettre sur le marché un « cérébral » à base de mil pour les enfants de 0 à 24 mois produits par les producteurs financés par le projet. Le conseil de proximité mis en place a fortement favorisé l'adoption des bonnes pratiques par les producteurs et productrices. L'adoption de la technique du semis à humide du mil, des semences adaptées et l'accès à l'information agro-climatique ont fortement diminué la vulnérabilité des ménages par rapport au climat. Le projet a développé des innovations très intéressantes : (i) la gestion communautaire du matériel agricole permettant aux femmes et jeunes de disposer de matériels agricoles à temps pour respecter les bonnes pratiques agricoles; (ii) l'utilisation du téléphone cellulaire pour mettre à la disposition des couples Op/Om les informations sur les prix de la production agricole et le marché (iii) le fonds de roulement intrants pour l'autonomie économique et sociale des ménages pauvres, (iv) l'utilisation de pompe solaire pour améliorer la disponibilité de l'eau dans les périmètres (v) la contractualisation OP/OM pour la vente des produits agricoles à un prix plus rémunérateur que le marché traditionnel (vi) la réalisation de livret de recette à base des produits locaux et (vii) l'utilisation des radios locales pour la formation des producteurs sur les bonnes pratiques agricoles., niébé, de sésame et de maïs et la diversification de la production.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	5	5
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

. Le PAFA a amélioré sensiblement la sécurité alimentaire des populations. Alors que 70% des ménages connaissaient une période de soudure en moyenne de 3,5 mois en début du projet, aujourd'hui 82% de ménages n'en connaissent plus selon les résultats de l'enquête SYGRI réalisée en 2015. En trois (4) ans d'appui des producteurs, la marge nette à l'hectare est passée de 12.500 à 246.960 FCFA pour le mil, de 69.500 à 431.600 FCFA pour le sésame, de 12.710 à 249.200 FCFA pour le niébé, de 70.000 à 520.000 pour le bissap, de 12.500 à 452.840 FCFA pour le Maïs. Grâce à l'augmentation des revenus, les ménages investissent dans le matériel agricole, la construction de logement en dur, la prise en charge de la scolarité des enfants, des soins médicaux et l'acquisition d'intrants. Pour l'amélioration de la malnutrition infantile, le projet a appuyé 3 unités de transformation à développer une farine enrichie composée de mélange de produits locaux (mil, maïs, huile de palme, huile d'arachide...). Pour améliorer la consommation des produits locaux, plus de 600 femmes et jeunes filles ont été formées sur les mets à base de mil, niébé, sésame, bissap et maïs. Un livret de recettes à base de produits locaux est en phase d'édition

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Le non traitement de la réallocation des ressources risque de bloquer les décaissements sur les catégories IV « Fonds de sous projets » et Va) « salaires. et indemnités »
Avancement de	Durant ces 5 années de mise en œuvre, le PAFA a atteint des résultats très satisfaisants,

l'exécution du projet	le taux d'exécution selon les composantes a été estimé entre 90 et 100 %. La gestion financière du projet est satisfaisante avec l'utilisation des outils appropriés de gestion. Les états ont été certifiés sans réserve par l'auditeur, ce qui constitue une performance notable. L'audit n'a pas d'observations significatives susceptibles de remettre en cause la sincérité des comptes et sous comptes du Projet. L'audit pour l'exercice 2014 est en cours. OFID demande de prorogation GEF utilisation des ressources
Produits et réalisations	Les appuis du PAFA ont permis une augmentation des superficies emblavées et de la production. Pour la campagne agricole 2015/2016, les superficies cofinancées ont atteint 24.138 ha dépassant de 221% les prévisions du document de conception du projet. A côté de ces superficies mise en valeur avec l'appui du projet, certaines OP ont facilité l'accès à leurs membres aux intrants (semences certifiées, engrais, conseil agricole) pour emblaver 5.096 ha supplémentaires (mil/sorgho : 1634 ha ; maïs : 95 ha, sésame 490 ha ; bissap : 10 ha et niébé 75 ha). Entre 2011 et 2014 les rendements des ménages porteurs des sous projets ont progressivement augmenté pour atteindre durant la campagne agricole 2015/2016, 1625 kg/ha pour le mil, 800 kg/ha pour le niébé, 650 kg/ha pour le bissap, 700 kg/ha pour le sésame, 2737 kg/ha pour le maïs. Pour améliorer la mise en marché des excédents de production, 99 magasins de stockage ont été réalisés offrant une capacité de stockage de 10 860 tonnes de produits agricoles.
Durabilité	Le projet a anticipé sur la durabilité grâce à une bonne campagne de sensibilisation et d'information des acteurs sur les mécanismes, la mise en relation entre les OP /OM et les institutions de financement, la mise en place d'un système de conseil rural basé sur la mobilisation sociale des personnes ressources endogènes (1096 CEF) et les services d'appui à la base, l'appui en dynamique organisation des OP (328 OP). Le projet a également facilité la mise en relation des couples OP/OM et les services techniques pérennes, les chambres consulaires etc. Les OP partenaires du projet sont actuellement autonomes pour l'accès aux intrants de qualités et matériels agricoles. Elles sont capables d'acheter et de distribuer à leurs membres des intrants de qualité, de négocier directement avec des fournisseurs d'intrants, des OM et des institutions de financement sans l'accompagnement du projet. Pour garantir le financement des intrants et du matériel agricole, le projet a sensibilisé les OP à mettre en place un fonds de roulement intrants. Le projet a appuyé les couples OP/OM à l'élaborer des programmes de veille des indicateurs de durabilité.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Aspects fiduciaires : Réallocation des ressources -	Analyser les ressources disponibles par catégorie et déterminer si les montants restants par catégorie justifient l'allocation	31/12/2015	A mettre en œuvre
Mise à échelle	Capitaliser l'approche PAFA, qui a démontré des résultats très probants pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté, par une mise à échelle de l'approche dans le cadre des Sous-projets de développement des filières (SPDF), des Sous-projets d'accès au marché (SPAM) et des Sous-projets AVA, et ceci dans le cadre du PAFA et du PAFA Extension ;	Pour mémoire	En cours
Mobiliser la contrepartie des collectivités locales pour les infrastructures routières et des périmètres maraîchers et revoir le taux de contribution de celles-ci ;	Etudier les possibilités de réduire la contribution des OP à 10% pour les infrastructures d'irrigation à la parcelle.	Immédiat - 30 sept 2015	Prise de contact avec l'OPIP pour amender l'Accord de prêt OFID
Mobilisation de la contrepartie nationale taxe.	Assurer : i) le suivi de la mise en place de la contrepartie dans le cadre des	Immédiat	A mettre en œuvre

investissements de l'OFID ; ii) le recensement exhaustif et la comptabilité		
--	--	--

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits au 31 octobre 2015

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée	Observations
Indicateurs d'objectifs					
<i>IOD1 % de ménages cibles bénéficiant d'une sécurité alimentaire accrue d'au moins 30%.</i>	70% des ménages touchés par une 1 ^{ère} période de soudure de 3,5 mois en moyenne 3% des ménages touchés par une 2 ^e période de soudure de 2.9 mois	-30% soit 49% ménages touchés par une 1 ^{ère} période de soudure ; et 2% des ménages touchés par une 2 ^e période de soudure	-60% soit 28% ménages touchés par une 1 ^{ère} période de soudure ; et 1% des ménages touchés par une 2 ^e période de soudure	Période de soudure réduite à 1 mois chez les bénéficiaires du PAFA.	Réalisation en dépassement des objectifs
<i>IOD2 Taux de baisse du % de prévalence de la malnutrition</i>	30% (valeur calculée par enquête SYGRI)	-30% soit un taux de malnutrition chronique de 21%	-60% soit un taux de malnutrition chronique de 12%	ND (non déterminé)	Indicateur sera quantifié à l'achèvement du projet
<i>IOD3 % de ménages dont l'indice d'accumulation de biens a augmenté.</i>	59% des ménages disposent de toilettes ou de toilettes hygiéniques, 49% de sol de maison rudimentaire, 24% d'électricité, 66% de radio, 21% de TV, 5% de réfrigérateur, 78% de téléphone, 9% de vélos, 6% de moto, 5% de véhicule, 82% du bétail.	+10%	+30%	30% des ménages bénéficiaires du projet ont amélioré leur confort en réfectionnant leur habitat. Evolution positive constatée pour accès à électricité (panneau solaire), eau courante, motos, et couverture des dépenses de scolarisation et de santé.	Indicateur sera quantifié à l'achèvement du projet
<i>IOD4 - Nombre de ménages bénéficiaires directs</i>	0	6000	14000	25382 Dont 62% de femmes	Réalisation en dépassement des objectifs
Indicateurs de résultats					
<i>OS 1 : les petits producteurs de la zone du projet, y compris les plus démunis, développent des activités économiques profitables fondées sur des arrangements contractuels avec des OM dans le cadre des filières</i>					
<i>IR101 Niveau d'augmentation des revenus des petits producteurs impliqués dans des SPAM.</i>	Marge brute : Mil : 162050 FCFA/Ha Sésame : 102100 FCFA/Ha Niébé : 142200 FCFA/Ha Bissap : 50500 FCFA/Ha	+10%	+30%	Marge brute :Mil : 254 750 FCFA /ha Sésame : 431 200 F CFA/haNiébé : 249 200 F CFA/haBissap : 520 000 F CFA/haMaïs : 452 840 F CFA/ha	En net dépassement pour toutes les cultures

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée	Observations
	Mais : 60000 FCFA/Ha Aviculture : ND			Aviculture : 600-800 FCFA/sujet	
<i>IR103 Niveau d'accroissement des revenus des producteurs bénéficiant de parcelles irriguées</i>	Pas de données de référence Sur base périmètre de Tallagne : 1616000 FCFA/Ha	+30%	+60%	Marge brute maraichage irrigué au goutte à goutte : Maraichage : 1990000 FCFA/Ha	
<i>OS 2 : Les acteurs des filières sélectionnées dont les petits producteurs et en particulier les plus vulnérables, se concertent au niveau du Bassin arachidier et au niveau national pour identifier et mettre en œuvre les actions susceptibles de résoudre les contraintes identifiées au sein de ces filières et créer un environnement favorable à leur développement</i>					
<i>IR205 % des infrastructures communautaires réalisées, régulièrement et correctement entretenues</i>	0	+60%	+80%	Réalisé : 50 CDF construits, équipés, fonctionnels 51 comités de gestion formés et fonctionnels 132,5 km de pistes en cours de construction mais dispositif d'entretien reste à mettre en place	
<i>IR206 Taux de satisfaction des OP des filières sur la prise en compte de leurs besoins dans la planification et la réalisation des investissements communautaires</i>	0	+40%	+60%		
Indicateurs de résultats intermédiaires					
<i>Les OP commercialisent une gamme plus variée de produits dans le cadre d'accords contractuels durables et mutuellement bénéfiques avec des OM</i>					
<i>IRI101 Nombre des SPAM élaborés et financés pour les filières</i>	0		150	328	En net dépassement
<i>IRI102 Nombre d'OP engagées dans les SPAM</i>	0		300	342	24 OP Rizicole 5 OP AVA
<i>IRI103 Volume de financement mobilisé par le partenariat OP/OM pour le SPAM en millions FCFA</i>				1332	
<i>IRI104 % de Financement des SPAM assumé par les OP/OM</i>			50%	100% (117 OP de 1 ^{ère} et 2 ^{ème} Génération 60% (118 OP 3 ^{ème} Génération)	
<i>IRI105 Encours des prêts octroyés aux OP/OM partenaires en millions FCFA</i>	ND		1300	878,924 millions	Répartis en 118 millions FCFA en 2011, 158 millions FCFA en 2012, 467,675 millions en 2013, et 92, 249 millions en

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée	Observations
					2014 et 40 millions F CFA en 2015
IRI106 Taux de remboursement des prêts obtenus	ND		95%	100%	
IRI107 Evolution des surfaces cultivées par filières (en Ha et du nombre de sujets (aviculture))	Mil : ND Niébé : ND Sésame : ND Bissap : ND Maïs : ND Maraichage : ND Aviculture : ND (nombre de sujets)	3200 950 2900 760 - ND ND	4600 1410 2900 1000 - 180 6400	11574 1770 3196 1433 2521 90,5 664000	
IRI109 Evolution des volumes de production enregistrés par filière (en Tonnes, sauf pour aviculture):	Mil : Niébé : Sésame : Bissap : Aviculture : Maraichage : Maïs : Riz :	2800 400 1300 170 50 1800 ND ND	4700 705 2280 355 100 3961 ND ND	23829 1416 2237 860 228 4278 8553 5096	
IRI1011 Nombre de personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole.	0	3000	6000	20286	
<i>Les infrastructures d'irrigation à la parcelle nécessaire pour accroître la productivité de l'agriculture et l'intensité culturale sont mises à la disposition des petits producteurs</i>					
IRI1012 % des producteurs agricoles ayant adopté les techniques recommandées	0%	+40%	+70%	99% des bénéficiaires de SPAM 1ère génération 98% des bénéficiaires de SPAM 2 ^e et 3 ^{ème} génération	
IRI1013 % de ménages agricoles touchés bénéficiant d'un accès garanti aux ressources hydriques	0	+15%	+30%	2315	
IRI1014 Superficie (ha) de périmètres irrigués aménagés (par genre)	0	150	280	90,5	
<i>RI21 - Les petits producteurs, y compris les plus vulnérables, et les autres acteurs des filières sélectionnées surmontent les principales contraintes entravant le développement de leur filière, dans le cadre de concertations et de plans stratégiques et opérationnels d'actions adaptés</i>					
IRI203 % de producteurs/OP représentés dans les tables de concertation régionales (et	0		30%	70%	

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée	Observations
<i>nationales)</i>					
<i>IRI204 Nbre de tables filières (TF) mises en place et fonctionnelles (réunions, plan stratégique et plans d'actions annuels, autoévaluation)</i>	0	ND	6	4	TF Aviculture en cours de constitution
<i>IRI206 Part des faitières dans les volumes de d'intrants consommés par les OP touchées</i>	ND		40%	OP faitières ont fourni : 2584,2T engrais NPK, 1729,4 T urée, 146,3 T semences et 1459,4 T de phosphate	
<i>IRI207 Part des faitières dans les volumes de productions évacuées par les OP touchées</i>	ND		40%	7398 t de produits commercialisés grâce aux Tables des Filières	
<i>IRI208 Nbre de sous projets filières par type qui ont été élaborés et menés à bien</i>	0		30	114 au total Bissap : 2 Bissap semences : 3 Mais : 5 Mil/sorgho : 36 Mil semences : 6 Niébé : 5 Niébé semences : 8 Sésame : 2 Sésame semences : 5 Riz semences : 24 1 sous projet disque bissap 1 sous projet couveuse pétro-solaire 1 sous projet décapsuleur bissap 6 sous projet de promotion des produits locaux 1 sous projet plateforme d'information sur les prix et marché 1 sous projet information climatique 1 Restaurant produits locaux 1 centrale d'emballage	En net dépassement.
<i>Les infrastructures collectives nécessaires pour lever les principales contraintes à la commercialisation au sein des filières prioritaires, sont construites et gérées durablement</i>					
<i>IRI209 % des comités de gestion d'infrastructure fonctionnels (par type d'infrastructures)</i>	ND		80%	Tous les comités de gestion des CDF sont fonctionnels soit 100%	Tous les comités rencontrés sont formés, ont des outils de gestion
<i>IRI307 Au moins 75% des activités prévues dans le PTBA sont</i>	0%		75%		

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée	Observations
<i>réalisées et déboursées</i>					
<i>IRI308 Le système S&E est mis en place et fonctionnel</i>			OUI	OUI	
<i>IRI309 Nbre de rapports d'exécution technique, financier et d'audit du projet fournis à temps</i>			12	11	
<i>IRI3010 Les instances de pilotage se réunissent régulièrement</i>			2	5	

Appendice 3a : Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Suivre la demande la prorogation de la date de clôture du fonds OFID au 30/09/2016	31 décembre 2015	UCP	
	Bien documenter les acquis du PAFA pour préparer le futur atelier de partage sur les résultats du Projet	Pour mémoire	Coord/UCP	
	Après la mise en place des Kits de biogaz, assurer le suivi de leur fonctionnement, en évaluer les résultats en termes de : i) satisfaction des besoins en combustible ; ii) impact sur la production de bois et de charbon ; iii) production d'engrais biologique	Courant année 2016	RCC/ROP/UCP	
	Finaliser le test de l'application informatique du système de suivi-évaluation et démarrer son utilisation	31 décembre 2015	RSE	
	Procéder à l'évaluation de l'association pisciculture/maraîchage en termes de d'amélioration de l'alimentation, de fertilisation du sol et d'augmentation des revus des producteurs	31 mars 2016	RSE	
	Consolider des acquis du PAFA pour le PAFA-E par rapport au processus de ciblage et inclusion des femmes, jeunes, autres couches vulnérables	31 mars 2016	RGIJ/Coord/UCP	
	Encourager les échanges entre projets FIDA pour partager la démarche de PAFA	Permanent	Coord/FIDA/MAER	
Aspects fiduciaires	Paramétrer dans le logiciel Tom2pro, les nouveaux formulaires de mobilisation des ressources (Smart/SOE) pour la génération automatique des DRF.	31/12/2015	RAF/ CPT1/ CABINET	
	Transmettre au FIDA le rapport d'évaluation du personnel au FIDA	30/11/2015	Coordo/RAF/	
	Assurer un suivi de proximité (engagements et prévisions de dépenses) du PTBA 2015 pour atteindre un taux d'exécution d'au moins 90% au 31/03/2016.	30/03/2016	Coordo/RAF	
	Transmettre les DRF en instance d'envoi et finaliser les DRF en préparation : DRF 36 et 37/FIDA ; DRF 09/OFID ; DRF 05 et 06/FEM.	15/12/2015	RAF/CPT1/	
	Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial OFID	31/12/2015	Coordo/RAF/DI	

de 110 180 FCFA		
Statuer sur la demande de réallocation des ressources du prêt/FIDA.	31/12/2015	FIDA
Prendre les dispositions nécessaires pour : i) la validation des tableaux d'amortissement révisés afin de permettre le remboursement des créances des IMF ; ii) la signature des conventions de refinancement liant l'Etat aux Institutions partenaires.	31/12/2015	MAER/MEF
Assurer : i) le suivi de la mise en place de la contrepartie dans le cadre des investissements de l'OFID ; ii) le recensement exhaustif et la comptabilisation de la contrepartie taxes.	31/12/2015	RAF/CPT1/ACO
Prendre en compte les améliorations proposées pour conforter les ECD	Pour mémoire 31/03/2016 et 31/05/2016	RAF/CPT1/AC RAF/CPT1
Respecter le planning d'arrêté et d'audit des comptes 2015.		

Appendice 3b : Suivi de la mise en œuvre de principales mesures convenues de la dernière supervision

Domain d'action	Mesure convenue	Qui	Date	Etat d'avancement
Exécution du projet	Bien documenter la question de l'autonomisation des OP (fonctions organisationnelle, économique, politique, syndicale etc.)	UCP/Coordo	31 Juillet 2015	
	Intégrer le suivi du PTBA dans l'application informatique du système SS	RSE	Dès sa mise en place	Le PTBA est paramétré dans l'application informatique (logiciel SISE) son suivi est en de se faire
Produits	Introduire une demande de prolongation de l'exécution des actions du fonds OFID jusqu'au 31 décembre 2016 pour éviter la clôture prématurée du don au 31 septembre 2016 comme le prévoit l'accord de don	UCP/Ministère de l'Agriculture/FIDA	Dès adoption de la présente Aide-Mémoire	Fait
	Accélérer la cadence des décaissements en réalisant davantage d'activités d'infrastructure au-delà des prévisions du PTBA 2015 avant la clôture en fin 2016	UCP	Immédiatement	
	Renforcer la cellule FEM du PAFA en procédant au recrutement d'un consultant spécialiste en génie rural et irrigation compte tenu du besoin de suivi rapproché de la mise en œuvre des activités de la composante	UCP	Immédiatement	
	Accélérer la cadence des études et des travaux d'ouvrages de rétention d'eau prévus dans le PTBA 2015 et permettre aux bénéficiaires de les valoriser	UCP	Immédiatement	Toutes les études sont terminées
	Evaluer les résultats des activités de formation dispensées aux groupes bénéficiaires pour estimer le degré d'appropriation des techniques de gestion efficiente de l'eau en riziculture (ventilée par genre), en technologie innovatrice en économie d'eau et en pratiques agricoles qui favorisent la conservation de l'eau	UCP	2015	Toutes les formations qui ont été faites pour l'adoption des bonnes pratiques agricoles et d'élevage aussi bien pour la riziculture, les grandes cultures, le maraichage et l'AVA à l'endroit des groupes cibles ont été désagrégées par âge et par sexe. Les démultiplications et le suivi régulier ont permis de voir le niveau d'adoption et le degré d'appropriation des pratiques.
	Terminer l'inventaire des meilleures pratiques et des connaissances locales en matière d'adaptation et les diffuser au niveau des bénéficiaires	UCP/DEEC	Immédiatement	Activité Réalisée

Domain d'action	Mesure convenue	Qui	Date	Etat d'avancement
	Organiser une visite d'échange dans des pays voisins tels que le Maroc ; qui disposent d'expérience en matière d'activités d'adaptation aux changements climatiques, la conservation de l'eau et des sols, la pratique de techniques d'économie d'eau, l'implication des associations d'usagers de l'eau dans la gestion et la maintenance des ouvrages.	UCP	2015	Activité réalisée. Des membres de l'équipe de l'UCP et des bénéficiaires ont effectué cette visite d'échange au Maroc
	Impliquer les ONG dans la réalisation des études et prestations de service au niveau local. La mission des établissements publics centraux résidant dans la vérification de la conformité des cahiers des charges et le contrôle technique de la réalisation des ouvrages	UCP	2015	
	Poursuivre les activités visant une meilleure intégration des CC dans les politiques sectorielles de gestion de l'agriculture et des ressources en eau et ce dans le cadre des nouveaux plans d'investissement locaux	UCP	2015	Il y'a une intégration des CC dans les nouveaux plans locaux de développement. Les communes qui doivent actualiser leurs plans ont pris engagement d'intégrer les activités d'adaptation aux CC dans leurs plans
	Continuer l'installation de brises vent systématiquement autour de tous les périmètres maraichers	UCP	Immédiatement	Réalisé
	Promouvoir l'introduction des arbres fruitiers dans tous les périmètres conformément aux spécifications du document du projet	UCP	Immédiatement	
	Poursuivre la réalisation d'un SIG et sa mise à jour avec une cartographie de la vulnérabilité des ressources en eau	UCP	Immédiatement	Réalisé en partenariat avec l'université Cheikh Anta DIOP et de la DBRELA
	Faire le suivi du développement informatique afin que le progiciel soit livré dans les meilleurs délais et effectuer des tests au fur et à mesure avec l'appui d'un consultant	Coord/RSE	31 Aout 2015	
	Former les AGEX sur l'utilisation du progiciel après la réception du produit	RSE	20 Septembre 2015	
	Organiser des visites d'échanges entre équipes de projets (PAFA/PADAER) dans les domaines du Suivi-évaluation et de l'appui aux OP	Coord/UCP	Permanent	
	Dans le suivi de la production agricole, dissocier la part destinée à l'autoconsommation de celle de la commercialisation	UCP	Permanent	

Domain d'action	Mesure convenue	Qui	Date	Etat d'avancement
	Préciser la part contributive des effectifs vaccinés dans les objectifs nationaux	UCP/Coord	30 Décembre 2015	
	Documenter et capitaliser les innovations mise en œuvre dans le cadre du PAFA et les diffuser	UCP/RSE	Mars 2016	En cours de réalisation avec des films
Durabilité Aspects fiduciaires	Finaliser la révision du manuel d'exécution	RAF/CPT1 et 2/Equipe technique	31/07/2015	Le manuel d'exécution technique a été révisé en Septembre 2015.
	Actualiser le paramétrage de Tom2Pro en intégrant tous les axes analytiques, financiers et comptables de PAFA-E	CFS/TOMATE	30/09/2015	Le paramétrage de Tom2Pro de PAFA-E a été actualisé en prenant en compte les axes analytiques ; financiers et comptable.
	Prendre en charge dans le logiciel Tom2pro, les nouveaux formulaires de mobilisation des ressources pour la génération automatique des DRF	Coordo/RAF	31/07/2015	La prise en charge des formulaires dans le logiciel est en cours de finalisation.
	Recruter le spécialiste en filières agricoles	Coordo/RAF	30/06/2015	Le spécialiste en filières agricoles va prendre fonction en décembre 2015.
	Transmettre le rapport d'évaluation du personnel au FIDA	Coordo/RAF/RSE	31/07/2015	Le rapport a été transmis au FIDA
	Prendre en compte les éléments proposés pour mieux circonscrire le PTBA 2015/16 et procéder à sa mise à jour	RAF/CPT1/	30/6/2015	Les éléments proposés ont été pris en compte dans le PTBA.
	Transmettre les DRF en instance d'envoi et finaliser les DRF en préparation : DRF 35 et 36/FIDA ; DRF 08/OFID ; DRF 04/FEM et DRF 14/BOAD	Coordo/RAF/DI	30/06/2015	Fait
	Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial OFID de 110 180 FCFA	FIDA	31/07/2015	La lettre de demande de régularisation de l'écart de reconstitution du compte spécial a été transmise à la DI le 29 janvier 2015 sous le N° 00032/MAER/PAFA/RAF. La procédure de régularisation est toujours en cours (échéance 31/12/2015)
	Statuer sur la demande de réallocation des ressources du prêt/FIDA	RAF/CPF	Pour mémoire	Recommandation non mise en œuvre (échéance 31/12/2015)
	Respecter le plan de recouvrement de l'avance initiale du compte spécial FIDA en cours de mise en œuvre	MAER/MEFP/FIDA/FEM	30/11/2015	Le plan de recouvrement de l'avance est respecté.
	Statuer lors de la prochaine mission de supervision, prévue en fin d'année sur les mesures idoines à prendre pour assurer la suite de l'exécution des activités du FEM afin d'épuiser les ressources mises à disposition.	Coordo/RN/SAFIR/DI	30/06/2015	
	Faire démarrer le remboursement des refinancements effectués au profit des SFD partenaires.	MAER	30/06/2015	Le remboursement des refinancements effectués au profit des SFD partenaires est

Domain d'action	Mesure convenue	Qui	Date	Etat d'avancement
				en cours de finalisation.
	Transférer les pouvoirs de signature du compte "fonds de garantie/BOAD" Coordonnateur et au Responsable administratif et financier du PAFA	RAF/CPT1/ACO	31/12/15	La lettre de transfert des pouvoirs de signature a été transmise à la DAGE le 09 janvier 2015 sous le N° 00011/MAER/PAFA/RAF. La procédure de transfert est toujours en cours (échéance 31/12/2015)
	Assurer : i) le suivi de la mise en place de la contrepartie dans le cadre des investissements de l'OFID ; ii) le recensement exhaustif et la comptabilité de la contrepartie taxe.	DI	31/05/2015	En cours
	Transmettre le rapport définitif de l'audit au FIDA		30/06/2015	Le rapport définitif de l'audit a été transmis au FIDA le 31/05/2015.

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI) au 31 octobre 2015

COMPOSANTES/DOMAINES D'ACTIVITES/ACTIVITES	Unité	Prévision	Réalisation	Taux %
COMPOSANTE DIVERSIFICATION ET ACCES AU MARCHÉ				
Appui et suivi de la mise en œuvre des SPAM				
Sessions de recyclage des Conseillers à l'exploitation familiale (CEF) sur les bonnes pratiques agricoles	Nombre	4	4	100%
Ateliers de démultiplication des bonnes pratiques agricoles au niveau des OP	Nombre	30	40	133%
Missions d'appui à la dynamique organisationnel des Op porteuses de spam	Nombre	30	20	67%
Missions de suivi de la mise en œuvre des sous projets	Nombre	30	21	70%
Réalisation/réhabilitation de périmètres maraichers				
Acquisition de dispositifs solaires d'irrigation (pompes solaires, plaques solaires, etc)	Nombre	4	4	100%
Acquisition de grillage	Km	10	10	100%
Acquisition de semences, petits matériels, engrais, produits de protection	Lots	30	30	100%
Appui au comité de gestion et de maintenance des PM				
Missions d'appui à la mise en place des comités de gestion et de maintenance	Nombre	10	10	100%
Sessions de formation sur la gestion de périmètres maraichers	Nombre	3	3	100%
Sessions de formations sur les bonnes pratiques agricoles (maraichage)	Nombre	5	3	60%
Réalisation d'un manuel de bonnes pratiques agricoles pour le maraichage	Nombre	1	1	100%
30 missions de suivi et d'assistance aux comités de gestion et de maintenance des PM	Nombre	30	20	67%
COMPOSANTE DEVELOPPEMENT ET STRUCTURATION DES FILIERES				
Appui au fonctionnement des cadres interprofessionnel				
Réunions de Coordination des cadres interprofessionnels des filières	Nombre	16	10	63%
Appui et suivi de la mise en œuvre des plans d'action filières				
Participation FIARA 2015	Nombre	1	1	100%
Réalisation des infrastructures communautaires				
Etudes d'impacts environnementale	Nombre	3	3	100%

COMPOSANTES/DOMAINES D'ACTIVITES/ACTIVITES	Unité	Prévision	Réalisation	Taux %
Etudes socio-économiques	Nombre	3	1	33%
Réalisation de magasins de stockage	Nombre	49	5	10%
Réalisation de Hangars au marché	Nombre	2	0	0%
Réalisation de piste de productions	Km	55	15,4	28%
Missions de Suivi et contrôle des travaux.	Nombre	30	10	33%
Atelier d'information des élus locaux, des Op et partenaires sur la mise en œuvre des infrastructures	Nombre	2	1	50%
Assistance à la maîtrise d'œuvre technique et sociale				
Assemblées générales de mise en place des comités de gestion et de maintenance.	Nombre	40	25	63%
Sessions de formation sur les rôles et responsabilités des membres des comités de gestion et de maintenance des infrastructures.	Nombre	2	1	50%
Missions d'accompagnement et de suivi de l'exploitation des infrastructures.	Nombre	30	20	67%
COMPOSANTE CONCERTATION NATIONALE, GESTION DES SAVOIRS ET COORDINATION DU PROJET				
Coordination et gestion administrative et financière				
Formations du personnel du projet.	session	3	1	33%
Accueil étudiants et stagiaires pour des mémoires d'études	Nombre	2	2	100%
Audit annuel des comptes UCP/PAFA, AGEX et Prestataires.	Rapport	1	0	0%
Achat fournitures (carburant, eau, électricité et téléphone), fournitures de bureaux et consommables informatiques.	Lot	1	1	100%
Payements salaires, indemnités et charges patronales.	Nombre	15	10	67%
Rémunération personnelle non permanente : prestataires de services et Consultants.	contrat	1	1	100%
Sélection d'une société d'assurance pour la prise en charge médicale du Personnel.	Nombre	1	1	100%
Missions de supervision.	Nombre	2	2	100%
Visites des réalisations du projet.	Nombre	2	2	100%
Réunions du comité de pilotage du projet.	Nombre	2	1	50%
Organisation des réunions de coordination mensuelle, trimestrielle ;	Nombre	19	10	53%
Entretien du bâtiment, des équipements, véhicules.	Nombre	1	1	100%
Frais divers de gestion.	Nombre	8	4	50%
Evaluation contrats de performance et protocoles d'accord.	Nombre	5	4	80%

COMPOSANTES/DOMAINES D'ACTIVITES/ACTIVITES	Unité	Prévision	Réalisation	Taux %
Participation ateliers régionaux d'harmonisation.	Nombre	4	1	25%
Acquisition d'un véhicule et de cinq motos pour le Safir	Nombre	1	1	100%
Suivi évaluation				
Auto -évaluation participative des sous projets.	Atelier	120	118	98%
Évaluation annuelle du degré de vulnérabilité des ménages.	Evaluation	2	1	50%
Conduites d'enquêtes thématiques.	Enquête	3	1	33%
Missions de suivi des activités.	Mission	12	10	83%
Missions de collecte des données	Mission	10	10	100%
Enquête SYGRI	Etude	1	0	0%
Réaliser le rapport l'achèvement du projet	Etude	1	0	0%
COMPOSANTE ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE				
Intégration du changement climatique dans les politiques sectorielles de gestion de l'agriculture et des ressources en eau				
Formation de techniciens sur les modèles de gestion des ressources intégrant la dimension climatique, notamment le WEAP (gestion unité de stockage d'eau), le MSSAT et le CROP management et sur les scenarios du GIEC et les modèles de gestion des ressources intégrant la dimension climatique.	Nombre	2	1	50%
Formation des producteurs sur les changements climatiques	Nombre	5	2	40%
Intégrer les activités d'adaptation et de mitigation au changement climatique dans 10 plans d'investissements communaux	Nombre	10	2	20%
Intégration et diffusion des leçons apprises				
Inventaire des bonnes pratiques et savoirs locaux en matière de bonnes pratiques agricoles.	Nombre	1	1	100%
Réalisation de films documentaires les bonnes pratiques en matière de changements climatiques dans le bassins arachidiers.	Nombre	2	1	50%
Rétablissement des échanges hydrodynamiques entre les eaux de surface et les eaux souterraines				
Aménagement des vallées	Nombre	9	6	67%
Réalisation de deux digues anti-sel à Fayil et à NdiayeNdiaye.	Nombre	2	2	100%
Production de plants.	Nombre	10 000	10000	100%
Acquisition de phosphate	Tonnes	1000	666,6	67%
Production de riz pour 1000 ha	Ha	1000	1456,5	146%

COMPOSANTES/DOMAINES D'ACTIVITES/ACTIVITES	Unité	Prévision	Réalisation	Taux %
production de sésame, niébé, mil, sorgho, bissap... etc adaptées aux changements climatiques.	Nombre	165	118	72%
Assistance à la maîtrise d'œuvre technique et sociale				
Assemblées générales de mise en place des comités de gestion et de maintenance.	Nombre	12	6	50%
Sessions de formation sur les rôles et responsabilités des membres des comités de gestion et de maintenance des infrastructures	Nombre	2	2	100%
Missions d'accompagnement et de suivi de l'exploitation des infrastructures.	Nombre	10	5	50%
Assistance à la mise en œuvre de la composante	Nombre	2	1	50%
Utilisation de techniques efficace de l'eau prévue pour l'irrigation				
Aménagement de périmètres maraichers (50 ha).	Nombre	2	1	50%
Réalisation de Château d'eau	Nombre	3	1	33%
Réalisation de forages	Nombre	2	1	50%
Equipement de forage	Nombre	2	1	50%
Maitrise d'ouvrage technique et sociale des périmètres				
Assemblées générales de mise en place des comités de gestion et de maintenance.	Nombre	10	7	70%
Sessions de formation sur les rôles et responsabilités des membres des comités de gestion et de maintenance des infrastructures	Nombre	2	2	100%
Missions d'accompagnement et de suivi de l'exploitation des infrastructures.	Nombre	12	8	67%
Assistance à la mise en œuvre de la composante	Nombre	2	1	50%
COMPOSANTE SAFIR				
Renforcement de l'offre de services financiers.				
Construction de nouvelles agences (extension des caisses).	Nombre	4	4	100%
Signature de convention de refinancement IMF	Nombre	5	5	100%
Etude de la pérennisation des acquis du SAFIR	Nombre	1	1	100%
Accès aux services financiers				
Missions d'intermédiation financière Op/Om et les institutions de financement.	Nombre	5	4	80%
Mission d'appui à l'élaboration de dossiers de crédits	Nombre	10	7	70%
Formation en éducation financière	Nombre	2	2	100%

COMPOSANTES/DOMAINES D'ACTIVITES/ACTIVITES	Unité	Prévision	Réalisation	Taux %
Accompagnement et suivi ligne de crédit et du portefeuille de prêts				
Missions d'accompagnent et de suivi du portefeuille de prêt.	Nombre	10	7	70%
Mission de suivi pour le remboursement de la ligne de crédit par les IMF	Nombre	5	4	80%
Convention de partenariat avec DRS	Nombre	1	1	100%
TAUX MOYEN EXECUTION DU PTBA AU 31 OCTOBRE 2015				70%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds

PAFA/APPENDICE 5A: Financial performance by financier (USD 000) au 31/10/15			
Financier	Approved	Disbursement	Per cent disbursed
IFAD loan	14 889,00	14 162,81	95,1
IFAD Don	267,00	148,65	55,7
OFID	9 028,00	2 012,44	22,3
Government	5 747,00	996,61	17,3
Beneficiaries	1 678,00	2 547,53	151,8
Total	31 609,00	19 868,05	62,9

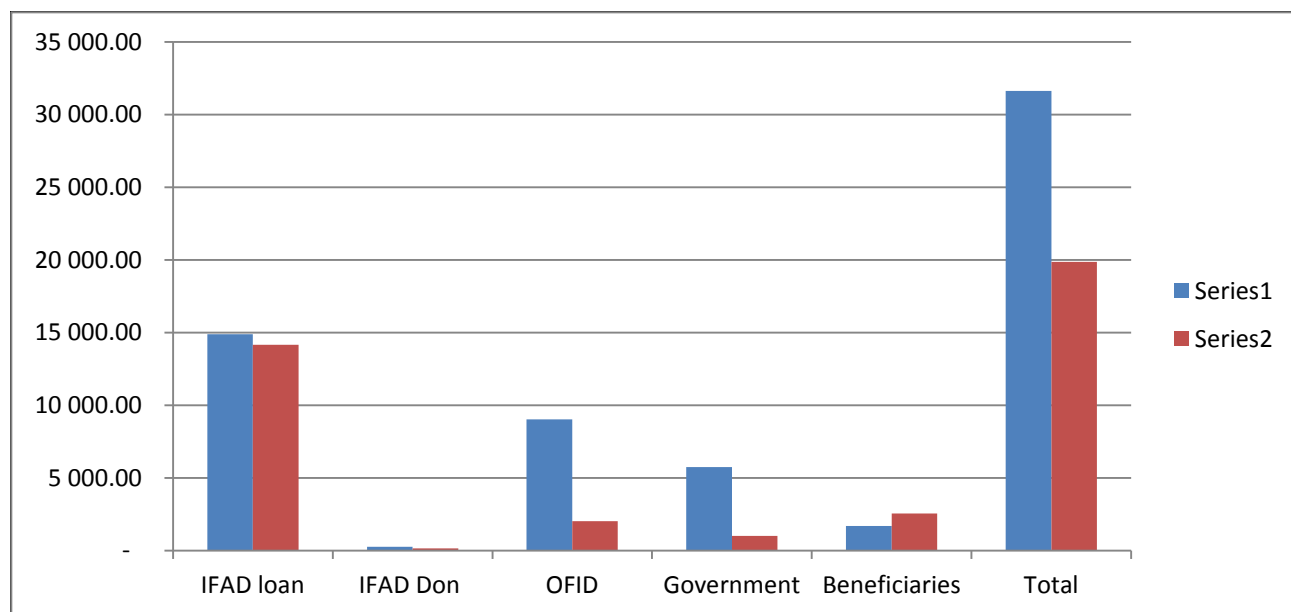
Explications décaissements:

IFAD Loan : 8907,43 DTS ; soit 14 162,81 milliers USD au taux moyen de 1,57 sources/LGS (données FIDA)

Gouvernement : 601 745 528 F CFA, soit 996,61 milliers USD au taux du 31/10/2015; 1 USD/FCFA = 603,79

Bénéficiaires: 1 538 175 622 FCFA, soit 2 547,53 milliers USD au taux du 31/10/2015; 1 USD/FCFA = 603,79

OFID: 1 215 090 326 FCFA, soit 2 012,44 milliers USD au taux du 31/10/2015; 1USD/FCFA = 603,79



FEM

PAFA/APPENDICE 5A: Financial performance by financier (USD 000) au 31/10/15

Financier	Approved	Disbursement	Per cent disbursed
DON GEF loan	5 000	1 767,27	35,3
Government	602	25,31	4,2
Total	5 602	1 792,58	32,0

Explications décaissements:

DON GEF : 1 767,27 USD ; sources/LGS (données FIDA)

Gouvernement : 15 283 409 FCFA, soit 25,31 milliers USD au taux du moyen ; 1 USD/FCFA = 603,79

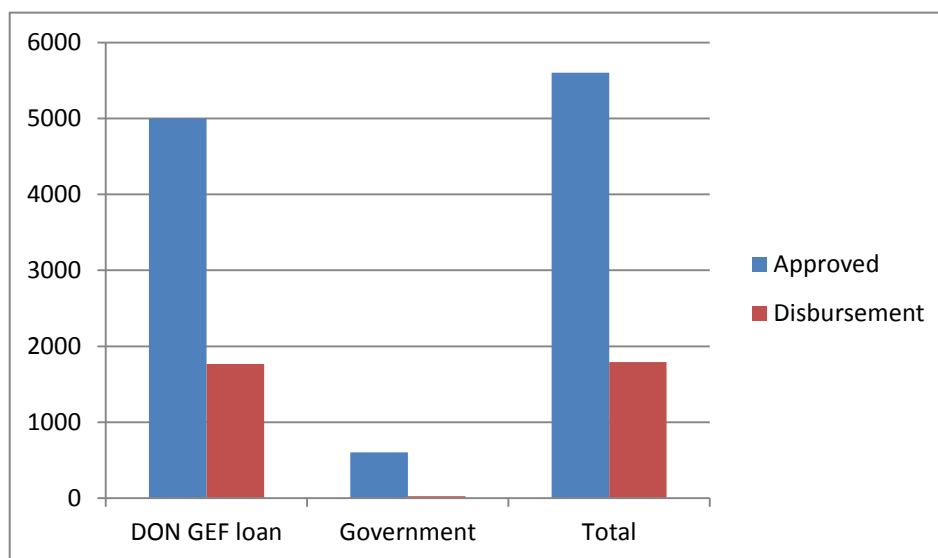


Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)

PAFA/ APPENDICE 5B: Financial performance by financier by component (USD '000) au 31/10/2015

libellés	Accord FIDA			Don FIDA			OFID			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
Composantes	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%
DAAM	5 856	5 381,87	91,9				1777	401,23	22,6	1824	286,24	15,7	659	1 527,03	231,7	10 116	7 596	75,1
DSF	2 643	2 549,31	96,5		-		7051	1 476,07	20,9	3096	378,38	12,2	1019	1 020,50	100,1	13 809	5 424	39,3
CNGSC	6 389	6 231,64	97,5	267	148,65	55,7	201	135,14	67,2	827	332,00	40,1				7 684	6 847	89,1
Total	14 888	14 162,81	95,1	267	148,65	55,7	9 029	2 012,44	22,3	5 747	996,61	17,3	1 678	2 547,53	151,8	31 609	19 868,05	62,9

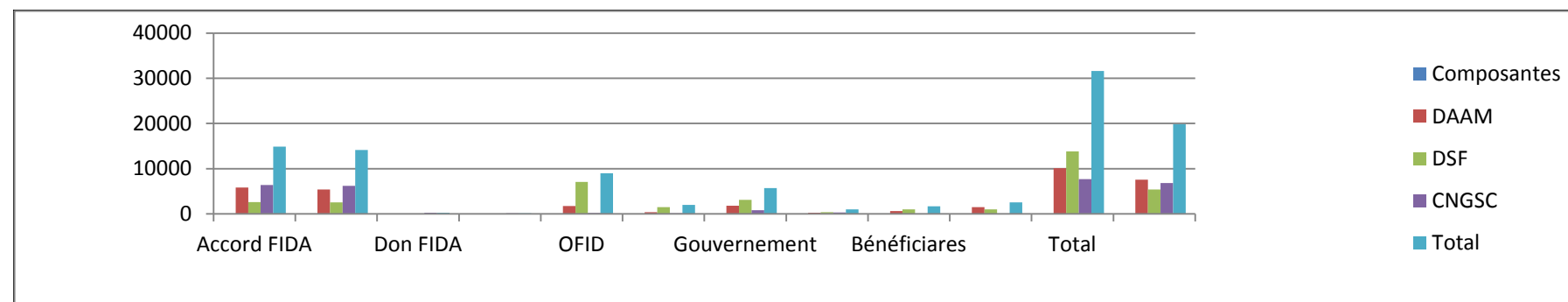
Explications décaissements:

IFAD Loan : 8907,43 DTS ; soit 14 162,81 milliers USD au taux moyen de 1,57 sources/LGS (données FIDA)

Gouvernement : 601 745 528F CFA, soit 996,61 milliers USD au taux du 31/10/2015; 1 USD/FCFA = 603,79

Bénéficiaires: 1 538 175 622 FCFA, soit 2547,53 milliers USD au taux du 31/10/2015; 1 USD/FCFA =603,79

OFID: 1 215 090 326 FCFA, soit 2 012,44 milliers USD au taux du 31/10/2015; 1USD/FCFA = 603,79



FEM

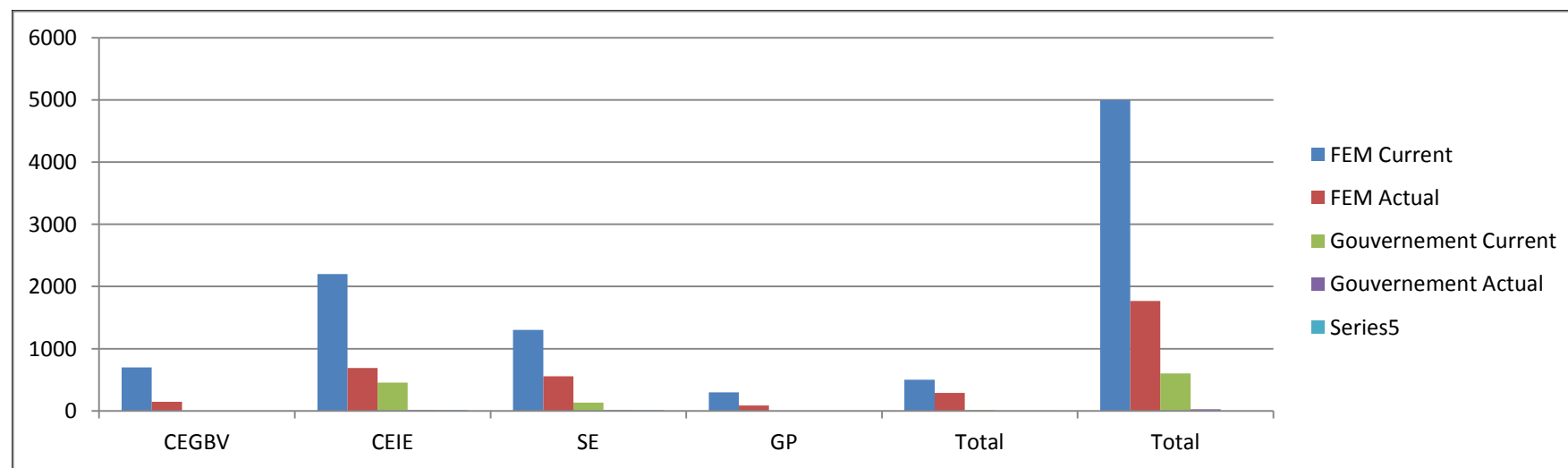
PAFA/APPENDICE 5B: Financial performance by financier by component (USD '000) au 31/10/2015

Composantes	Accord FEM			Gouvernement			Total		
	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%
RCSGC	700	145,86	20,84	0	0,00	0,00	700	146	20,84
CEGBV	2200	687,84	31,27	454,6	12,52	2,75	2 655	700	26,38
CEIE	1300	555,81	42,75	134,5	12,80	9,51	1 435	569	39,64
SE	300	86,92	28,97	0	0,00	0,00	300	87	28,97
GP	500	290,84	58,17	13,1	1,54	11,74	513	292	56,98
Total	5 000	1 767,27	35,35	602,20	25,31	4,20	5 602	1 793	32,00

Explications décaissements:

DON GEF : 1 767,27 USD ; sources/LGS (données FIDA)

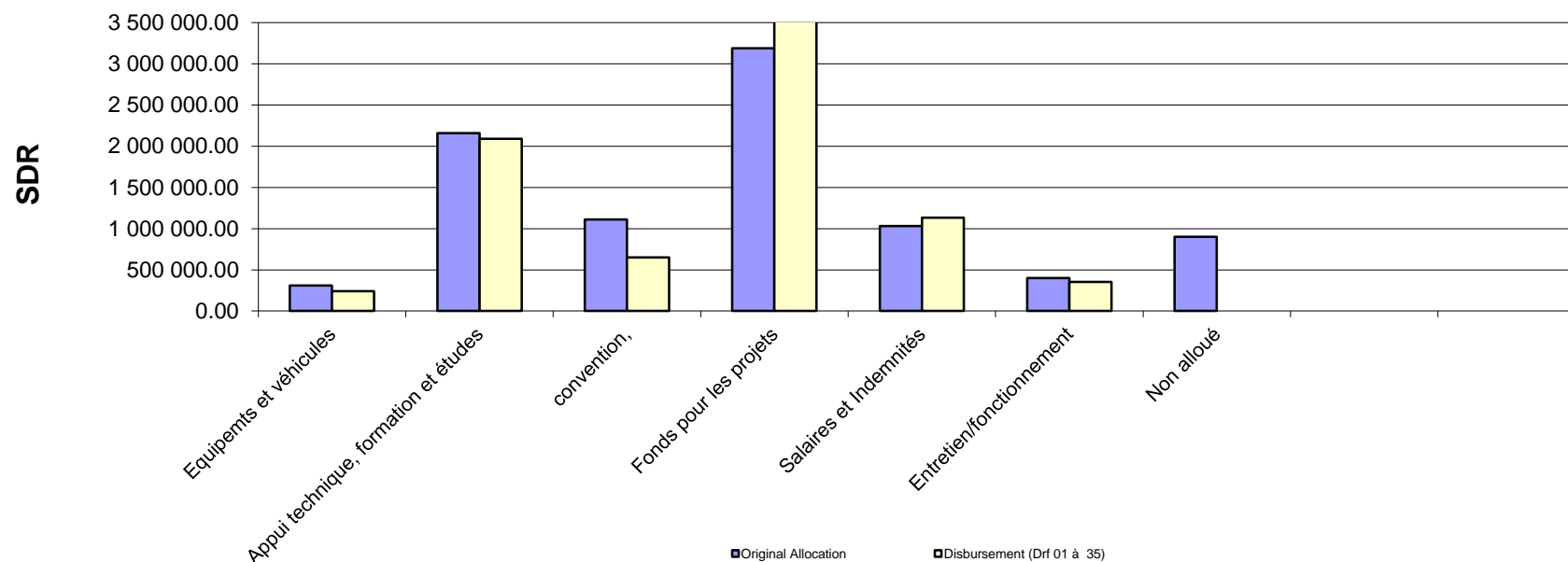
Gouvernement : 15 283 409 FCFA, soit 25,31 milliers USD au taux du moyen ; 1 USD/FCFA = 603,79



PAFA/APPENDICE 5C : IFAD loan disbursements : DTS au 31/10/15

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 01 à 35)	Balance	%	W/A Pending au FIDA -	W/A Pending (DRF 36 et 06 DON SOFT au PAFA) *	W/A Pending(DRF 37 au PAFA)*	Total	%
I	Equipements et véhicules	310 000,00	239 987,11	70 012,89	77,42%				239 987,11	77,42%
II	Appui technique, formation et études	2 160 000,00	2 089 267,58	70 732,42	96,73%		47 457,50	32 009,15	2 168 734,23	100,40%
III	convention,	1 110 000,00	651 389,67	458 610,33	58,68%		47 544,25	30 405,91	729 339,83	65,71%
IV	Fonds pour les projets	3 190 000,00	3 882 879,13	-692 879,13	121,72%		36 448,23	14 620,71	3 933 948,07	123,32%
V	Salaires et Indemnités	1 030 000,00	1 132 183,39	-102 183,39	109,92%		118 621,02	75 157,99	1 325 962,40	128,73%
VI	Entretien/fonctionnement	400 000,00	351 583,66	48 416,34	87,90%		28 530,13	18 001,66	398 115,45	99,53%
VII	Non alloué	900 000,00		900 000,00	0,00%					
	Dépôt initial		560 139,56				-187 206,32	-152 582,06	220 351,18	
	Sous Total	9 100 000,00	8 907 430,10	192 569,90	97,88%	0,00	91 394,80	17 613,36	9 016 438,27	99,08%
II	Don FIDA/Appui technique	170 000,00	94 766,23	75 233,77	55,74%		53 119,32	11 004,89	158 890,44	93,46%
	Total/prêt /Don	9 270 000,00	9 002 196,33	267 803,67	97,11%	0,00	144 514,12		9 175 328,70	98,98%

* au taux de 1DTS = 1,387376 USD et 1 USD = 603,79 FCFA, 1 USD = 0,720785 DTS, 1DTS = 837,68 CFA : source IMF/ 01 novembre 2015



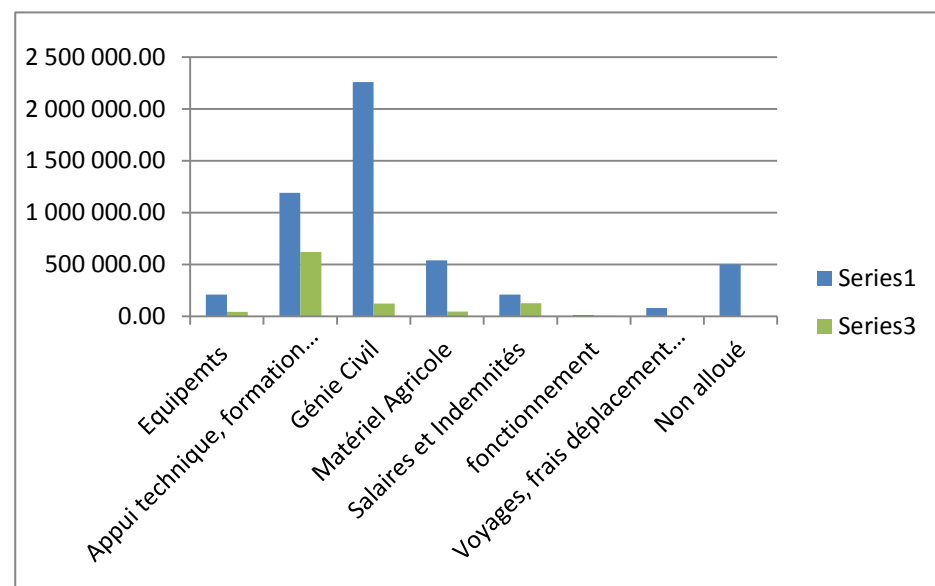
FEM

PAFA/APPENDICE 5C : FEM GRANT disbursements : USD au 31/10/15

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement DRF 01 à 04	Balance	%	W/A Pending au PAFA(DRF 05) *	W/A Pending (au PAFA DRF 06) *	Total	%
I	Equipemts	210 000,00	42 881,62	167 118,38	20,42%			42 881,62	20,42%
II	Appui technique, formation et études	1 190 000,00	621 016,20	568 983,80	52,19%	5 650,47	38 893,41	665 560,08	55,93%
III	Génie Civil	2 260 000,00	122 749,36	2 137 250,64	5,43%	18 207,89	58 469,86	199 427,11	8,82%
IV	Matériel Agricole	540 000,00	45 956,12	494 043,88	8,51%	259 944,25	153 929,13	459 829,50	85,15%
Va	Salaires et Indemnités	210 000,00	125 375,46	84 624,54	59,70%	3 291,29	11 288,55	139 955,30	66,65%
Vb	fonctionnement	10 000,00	4 173,24	5 826,76	41,73%	615,28	731,22	5 519,74	55,20%
Vc	Voyages, frais déplacement et communication	80 000,00		80 000,00	0,00%			0,00	
VII	Non alloué	500 000,00		500 000,00	0,00%				
	Dépôt initial		805 112,16	-805 112,16				805 112,16	
	Sous Total	5 000 000,00	1 767 264,16	3 232 735,84	35,35%	287 709,19	263 312,17	2 318 285,52	46,37%

* 1 USD = 603,79 FCFA au 01 novembre 2015

Figure 1: Décaissement du prêt/don du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Sections	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Section 3. 03 b «Contrepartie »	« ...L'emprunteur met à la disposition du fonds de contrepartie pour un montant équivalent à 5 750 000 USD, estimé à 2,5 milliards FCFA »	Pour mémoire	En cours	Le niveau d'exécution du BCI reste encore tributaire de l'état d'avancement de l'exécution et du paiement des infrastructures (communautaires et de désenclavement), sur ressources OFID. Par ailleurs, les taxes sont assujetties à l'exécution du PTBA ; globalement il y'a lieu d'en assurer la prise en charge exhaustive.
Section 4.02 «Rapport d'activités»	«L'Agent principal du Projet soumet au Fonds des rapports d'activitésdans les trois (03) mois suivant la fin de chaque période d'exécution du Projet de six (06) mois »	31/09/15	Conforme	Le rapport annuel SYGRI 2014 du PAFA, élaboré en février 2015 a été envoyé au FIDA le 12 mars 2015 et le rapport SYGRI 2014 du PAFA-E a été envoyé le 07 avril 2015. Le rapport annuel d'activités 2014, élaboré en mars 2015, a été envoyé au FIDA le 28 mars 2015. Le rapport du 1 ^{er} semestre 2015 a été envoyé au FIDA en aout 2015.
Section 5.01 «Etats financiers»	«L'UCP prépare chaque année fiscal les Etats financiers et l'Agent principal du Projet les présente au Fonds dans les trois(03) mois suivant la fin de chaque année fiscale»	31/03/15	Conforme	Les Etats financiers 2014 et leurs annexes ont été transmis au FIDA le 30 mars 2014.
Section 5.02 «Rapports d'audit»	«L'Emprunteur présente une copie certifiée du rapport d'audit dans les six (06) mois suivant la fin de l'année fiscale considérée»	30/06/15	Conforme	Les rapports provisoires d'audits des comptes 2014 ont été transmis au FIDA le 11/05/15. Les rapports définitifs ont été transmis au FIDA le 31/05/2015.
<u>Section 7.08</u> <u>«Assurance » des</u> <u>conditions Générales</u>	« L'emprunteur ou l'agent Principal du Projet assure les biens et les constructions utilisés dans le cadre du Projet contre les risques à des montants conformes à de saines pratiques commerciales »	Pour mémoire	Cf. observations	Les véhicules immatriculés en AD-TT (Administration) ainsi que les locaux mis à dispositions (contenant et contenu) sont couverts en matière d'assurance par l'Agence Judiciaire de l'Etat.

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Le Projet a développé bon nombre d'innovation et de savoir-faire adoptés par les bénéficiaires du PAFA et qui seraient utiles pour la mise en œuvre du PAFA-Extension et d'autres projets au Sénégal et ailleurs.

Gestion communautaire du matériel agricole. Les exploitations familiales qui ne disposaient pas de matériels agricoles étaient obligées de les louer à des prix variant de 25 000 à 30 000 FCFA pour effectuer des semis. Grâce à la gestion communautaire du matériel agricole initié par le projet, les groupements de femmes et de jeunes ruraux disposent de matériels agricoles leur permettant de semer en même temps que les autres tout en respectant les itinéraires techniques. La gestion est faite par un comité de gestion qui sur la base d'un calendrier accepté met un lot de matériel (semoirs et houes) à la disposition des ménages bénéficiaires du SPAM. Les revenus tirés servent à l'entretien et au renouvellement du matériel.

Semis à « humide » du mil : Pour lutter contre le Striga et sécuriser l'investissement des producteurs et productrices, le projet en partenariat avec la recherche, a recommandé aux porteurs de sous projets la pratique du semis du mil à « humide » après labour profond. Cette technique adoptée par les porteurs des sous projets de la première génération a donné des rendements record avoisinant 1600 kg/ha dans un contexte marqué par un déficit pluviométrique.

Plateforme de services aviculture villageoise améliorée : Afin de rendre beaucoup plus compétitive l'Aviculture Villageoise Améliorée, une Plateforme de Services a été construite à Thiawandou dans le département de Kaolack pour la professionnalisation de la filière au profit des petits exploitants. Cette Plateforme équipée d'un centre d'abattage, d'une unité de conditionnement et de conservation, d'une boutique et d'un bureau offre à la filière un cadre qui leur permet de mettre aux normes leurs produits.

En outre, cette Plate-forme offre un appui conseil à ses membres dans le domaine du renforcement de capacités, de l'intermédiation, de la mise en relation et du partenariat. Aujourd'hui, grâce aux services offerts, les groupements ont commercialisé à travers cette plate-forme 4 000 poulets correspondant à 6 tonnes de viande d'un montant de 18 millions FCFA pour la seule période de mai 2 015 à octobre 2 015.

Couveuses pétro solaires. Le projet a facilité à la Plate-forme de Services l'obtention de 3 couveuses pétro solaires d'une capacité de 1 000 sujets par couveuse. Elles permettent d'améliorer les taux d'éclosion, de réduire les pertes et de mettre sur le marché au minimum 3 000 poussins par couvaion. L'offre de poussins d'un jour est ainsi garantie dans la zone alors que précédemment, les commandes venaient de Dakar avec d'énormes pertes durant leur transport. A date, 176 000 poussins ont été recensés dans les 80 sous projets AVA.

Association pisciculture/maraîchage. La pisciculture est introduite dans le but de permettre aux bénéficiaires l'accès aux protéines animales et d'améliorer la qualité de l'eau d'irrigation. L'élevage de poisson et le maraîchage joue un rôle dans l'alimentation. L'association pisciculture maraîchage permet de : (i) faciliter la fertilisation des sols destinée au maraîchage avec l'utilisation de l'eau des bassins ; (ii) d'obtenir un produit riche en protéines et en acides gras essentiels (poisson), et (iii) accroître le revenu et le niveau de vie des femmes et des jeunes porteurs de ces SPAM. Cependant, à ce jour aucune évaluation de la valeur ajoutée de cette association n'est encore réalisée pour quantifier le résultat y afférent.

Promotion du consommateur local. Afin de promouvoir le « consommateur local », le projet a facilité la formation maîtres hôteliers et restaurants de la zone d'intervention. Elle a eu comme objectif l'introduction dans les menus et cartes des hôtels de plats préparés à base de produits locaux. Le renforcement de 450 femmes en techniques de transformation des céréales. Deux(2) restaurants spécialisés dans les plats locaux sont ouverts dont un à Nganda et un autre à Kaolack. Le restaurant de Nganda vient de remporter le Grand prix du chef de l'état des innovations. L'innovation a porté sur la fabrication du jus de Nguer. Les émissions « waagnou PAFA » réalisées à travers les chaînes de télévision et les caravanes promotion des produits locaux participent à la promotion du consommé local.

Promotion de la farine enrichie. Pour contribuer à la lutte contre la malnutrition infantile dans sa zone d'intervention, les opérateurs de marché « Xaritou Xaleyi » de Koungheul et ETS Keur Yaye Abi Ndao de Kaolack, Association des Femmes de Ndoukoumane (AFND), Manko de Guinguineo, appuyés par le PAFA, ont développé une farine enrichie pour les enfants de six (6) mois à deux (2) ans. La farine est constituée des produits locaux suivants : maïs, mil, niébé, huile de palme, etc. La valeur énergétique est évalué à 40 kcal/100g. Cette farine est en train d'être utilisée par les ONG ASBEF, Plan International et CCF, l'Agence d'Exécution du Programme Nationale de Nutrition. Suite à l'amélioration de l'emballage, le produit est en vente dans les rayons des pharmacies, dans les boutiques et dans les grandes surfaces.

Cérélac à base de mil. Grâce au partenariat Nestlé et ALIF Groupe engagé dans les contrats OP/OM, ce produit a été mis sur le marché depuis juin 2014 et est aujourd'hui distribué dans les pharmacies et dans les grandes surfaces.

Financement Intrants Agricoles. Le cofinancement dégressif des intrants et matériels agricoles entre le projet et les acteurs des filières a été retenu comme principe de mise en œuvre. En première année, le projet a appuyé à hauteur de 80% contre 20% apportés par les bénéficiaires sur le financement de 40 sous projets. En deuxième année, le projet a appuyé à hauteur de 60%, les bénéficiaires 40%. En troisième année, PAFA 40%, bénéficiaires 60% et en quatrième année, *PAFA 0%, bénéficiaires 100% pour le financement de 328 sous projets à date. Pour garantir la durabilité de ce financement, le projet a mis en place « l'épargne intrants » que le producteur dépose en nature auprès de l'organisation de producteurs après la récolte.* Les procédures d'acquisition d'intrants et de matériels agricoles sont effectuées entièrement par les membres des OP, qui ont fini par développer des relations de confiance avec les fournisseurs d'intrants. Aujourd'hui, les 39 OP de la G1 et 77 OP de la deuxième génération ont mobilisé à 100% leurs besoins en financement de leurs sous projets. Les OP ont développé la mise à l'échelle de leurs sous projets au sein de leurs membres portant ainsi à 5 096 ha les superficies augmentées par elles-mêmes avec l'application des bonnes pratiques.

Internalisation du conseil agricole. Pour renforcer le niveau d'adoption des bonnes pratiques agricoles et d'élevage, le projet a facilité l'identification au niveau de chaque OP des Conseillers à l'Exploitation Familiale (CEF) chargés du conseil et suivi de mise en œuvre des activités des sous projets. Ces personnes ressources endogènes membres des OP, au nombre de 800 au départ, ont assuré en relation avec les Conseillers agricoles ruraux (CAR) la démultiplication des formations sur les bonnes pratiques agricoles et d'élevage et le suivi quotidien de la mise en œuvre des sous projets. Suite aux résultats encourageants et à la mise à l'échelle de leurs sous projets, certaines OP, ont recruté en leur sein 296 CEF supplémentaires portant actuellement ce nombre à 1096 personnes.

Contractualisation entre OP et OM : La mise en relation entre les OP et les OM a permis aux producteurs d'accéder aux marchés et de vendre à des prix rémunérateurs. A ce jour, le couple OP/OM est au nombre de 313. Ces couples constituent des leviers pour garantir aux petits producteurs et productrices, l'accès aux marchés. Il garantit également aux OM la disponibilité d'un produit de qualité.

Information sur les marchés. Dans le but de rendre transparentes les transactions commerciales entre les couples OP/OM, les Cadres nationaux d'interprofession filières (CNIF) donnent des informations sur les prix dans les marchés de référence. Les CNIF ont été formées sur l'utilisation de la plateforme « Yeglé » permettant de diffuser des informations sur le prix, les intrants, l'évolution des stocks, etc. Les CNIF à partir de leur page web disposent d'une base d'informations sur les prix, les Opérateurs de marché et les marchés.

